

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 206

23 janvier 2014

### SOMMAIRE

Almasa S.A., SPF .....	9861	Nouvelle Boutique Trois Etoiles .....	9875
Atelier Nord .....	9888	Octapan Holding S.à r.l. ....	9864
Dutalux S.A. ....	9886	Paris Boulogne Participations Luxem- bourg S.A. ....	9862
Elfin Group S.à r.l. ....	9886	Patchwork S.A. ....	9863
Elimat S.à r.l. ....	9886	Peer Management Participation 2 S.A. ...	9864
ElleAsc LH S.A. ....	9887	Peppers & Rogers Group S.à r.l. ....	9864
Embrun S.A. ....	9887	Peters S.à r.l., Malermeister & Bodenleger .....	9864
Era Properties S.A. ....	9876	Pharma Vita S.A. ....	9863
Expair S.A. ....	9877	Pianon S.A. ....	9863
Externe Holding S.A. ....	9877	Poséidon Participation S.A. ....	9862
Felix Investments S.à r.l. ....	9876	Project Metro S.à r.l. ....	9862
Fiduo Conseils .....	9876	Promotion Immobilière Luxembourg ....	9861
Financière HIME S.A. ....	9877	Pyrotex UK 1 Cooperative Coop S.A. ....	9862
Flying Group Lux S.A. ....	9878	RSA Overseas Holdings (Luxembourg) (No.1) S.à r.l. ....	9876
Getrans S.A. ....	9861	Saphir Partner S.à r.l. ....	9875
Glencove Luxembourg S.à r.l. ....	9865	Sokrates Invest .....	9877
Goodman Pearl (Lux) Logistics S.à r.l. ....	9848	Sonora Holdings S.A. ....	9875
Holden Recoveries III S.à r.l. ....	9860	SR Immo. Luxembourg .....	9865
Holden Recoveries S.à r.l. ....	9860	Strebalux S.à r.l. ....	9865
Holden Recoveries V S.à r.l. ....	9861	SVEA S.à r.l. ....	9865
Midev S.A. ....	9885	TE Connectivity (Netherlands) S.à r.l. ...	9885
M.M.C.L. ....	9842	Tung Luxembourg S.A., SPF .....	9888
M.M.C.L. S.A. ....	9842		
NBIM LS 4 S.à r.l. ....	9847		
NBIM LS 6 S.à r.l. ....	9848		

**M.M.C.L., Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme,  
(anc. M.M.C.L. S.A.).**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 115.145.

L'an deux mille treize, le neuf décembre.

Par devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

se tient une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de M.M.C.L. S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à la section B sous le numéro 115145 (la Société).

La Société a été constituée le 23 mars 2006 par un acte notarié publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1141 du 13 juin 2006.

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 16 mars 2012 suivant un acte notarié publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1083 du 27 avril 2012.

L'Assemblée est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Monsieur Pierre Guerin (le Président).

Le Président désigne Madame Carine Grundheber en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée désigne Monsieur Pierre Lentz en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau de l'Assemblée.

Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présences qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du Bureau et le notaire instrumentant.

Les procurations des actionnaires représentés à l'Assemblée resteront également annexées au présent acte après avoir été signées ne varietur par les membres du Bureau et le notaire instrumentant afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter:

I. qu'il résulte de la liste de présences établie et certifiée par les membres du Bureau que l'intégralité du capital social de la Société est dûment représentée à l'Assemblée qui est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer sur tous les points à l'ordre du jour reproduit ci-dessous.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Changement de forme juridique de la Société de société anonyme en société coopérative organisée comme une société anonyme; et
3. Refonte complète des statuts de la Société afin de refléter le changement de forme juridique de la Société.

III. que l'Assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires représentés s'estimant dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide, conformément à l'article 3 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, de changer la forme juridique de la Société de société anonyme en société coopérative organisée comme une société anonyme, sans dissolution ni création d'une personnalité juridique nouvelle.

L'Assemblée constate qu'un emprunt obligataire a été émis par la Société et que l'obligataire unique a marqué son accord avec le changement envisagé.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

**«Titre I<sup>er</sup> . Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup> . Dénomination sociale.** Il existe une société coopérative organisée comme une société anonyme sous la dénomination de: M.M.C.L. (la Société).

**Art. 2. Siège social.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège

social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3. Durée.** La durée de la Société est illimitée.

**Art. 4. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés, de personnes ou de capitaux, luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscriptions, d'option, d'achat et de toute autre manière des instruments financiers de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut enfin acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder, aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle peut aussi accorder des sûretés au profit de tiers en garantie de ses obligations ou des obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La société peut aussi nantir, transférer, grever ou créer toute autre sûreté sur tout ou partie de ses actifs.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, immobilières, financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit minimum est de trente et un mille euros (31.000 EUR) (le Capital Minimum), représenté par trois millions cent mille (3.100.000) actions, d'une valeur nominale d'un cent (0,01 EUR) chacune.

Le montant du Capital Minimum peut être augmenté ou réduit par une décision de la collectivité des actionnaires réunie en Assemblée générale extraordinaire.

Le capital social peut être formé par apport en numéraire, apport en nature, par la capitalisation des bénéfices et réserves distribuables, y compris la prime d'émission, ou par l'exercice d'obligations convertibles, ou de tout autre instrument de dette convertible, ou tout autre instrument convertible, échangeable ou pouvant être exercé en actions.

Le capital est variable, sans modification des statuts, pour ce qui dépasse le montant du Capital Minimum.

Les actions sont et resteront nominatives.

## **Titre II. Actionariat - Transmission des titres**

### **Art. 6. Actionariat - Transmission des titres.**

#### 6.1. Composition de l'actionariat

- a) Marie-Claude Toulemonde-Leclercq et Michel Leclercq, actionnaires fondateurs de la Société,
- b) les descendants de Marie-Claude Toulemonde-Leclercq et/ou de Michel Leclercq, présents et à venir, ayant exprimé la volonté de devenir actionnaire de la Société et sur proposition, le cas échéant, de leurs parents dans l'hypothèse d'enfants âgés de moins de 30 ans,
- c) les conjoints desdits descendants, mariés, non divorcés, ni séparés de fait et/ou de droit desdits descendants, ayant exprimé la volonté de devenir actionnaire de la Société et sur proposition desdits descendants,
- d) les sociétés directement contrôlées à 100 % par une ou plusieurs personnes mentionnées aux paragraphes a) à c) ci-dessus, et
- e) les sociétés constituées entre un descendant de Marie-Claude Toulemonde-Leclercq et/ou de Michel Leclercq et son conjoint, en ce compris, le cas échéant, leurs enfants.

Les sociétés mentionnées aux paragraphes d) et e) ci-dessus sont définies comme les Sociétés Contrôlées.

Toute modification apportée à la composition de l'actionariat de la Société, tel que défini ci-dessus, relève d'une décision de la collectivité des actionnaires réunie en Assemblée générale extraordinaire.

#### 6.2 Transmission des titres

##### a) Transmission entre vifs

Les titres de la Société sont librement transmis entre les actionnaires de la Société, quelque forme que prenne la transmission.

Compte tenu du fait que l'actionariat de la Société a un caractère exclusivement familial, sont expressément interdites toutes transmissions de titres de la Société, sous quelque forme que ce soit (sont visés, notamment mais pas exclusivement, les cessions, donations, transmission par union maritale, transmissions par décès, nantissements d'actions, apport en société, apport partiel d'actifs, fusion, scission, cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription), à titre gratuit ou onéreux, à un tiers non actionnaire de la Société.

L'actionnaire qui aura tenté de réaliser une transmission de titres en violation des présentes pourra être exclu de la Société. En tout état de cause, toute transmission de titres réalisée en violation des présentes sera considérée comme nulle et inopposable à la Société et pourra conduire, également, à l'exclusion de l'actionnaire à l'origine de cette violation.

b) Transmission par décès

Les titres de la Société peuvent être transmis par décès entre actionnaires.

6.3 Interdiction de grever les titres d'une sûreté

Les titres de la Société ne pourront être grevés d'aucune sûreté.

### **Titre III. Administration - Surveillance**

#### **Art. 7. Conseil d'Administration.**

##### 7.1 Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires pour une durée minimum de quatre ans et pour une durée maximum qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'Assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

##### 7.2 Pouvoirs

###### 7.2.1 Gestion de la Société

Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société; tout ce qui n'est pas réservé au Conseil de famille et/ou à l'Assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Il est ainsi convenu que le Conseil d'administration devra nécessairement recueillir l'approbation préalable de l'Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement pour procéder à la prise de participation ou à la cession d'un actif de la Société dont le montant serait supérieur ou égal à un tiers du montant total des actifs nets de la Société.

###### 7.2.2 Procédure d'agrément et d'exclusion

Le Conseil d'administration aura seul compétence pour agréer ou exclure les actionnaires de la Société. A ce titre, le Conseil d'administration pourra solliciter tout document et/ou information qu'il jugera utiles.

(i) Un actionnaire de la Société pourra, le cas échéant, saisir, par tous moyens, le Conseil d'administration afin de lui soumettre une demande portant sur l'agrément, en qualité d'actionnaire de la Société, d'une personne remplissant au moins un des critères fixés à l'article 6.1.

La personne, sujet de la demande d'agrément devra avoir exprimé, par avance, sa volonté de devenir actionnaire de la Société ainsi que son engagement de respecter les présents statuts dans l'hypothèse où elle serait dûment agréée en qualité d'actionnaire de la Société.

(ii) Le Conseil d'administration peut se saisir d'office ou être saisi par un actionnaire afin de statuer sur l'exclusion d'un actionnaire.

L'exclusion d'un actionnaire pourra, notamment, résulter d'une violation des dispositions des présents statuts, d'un éloignement avéré de la famille, d'une situation dont la nature rend difficile voire nuisible, à l'égard de la famille et/ou de la Société et/ou des entreprises affiliées à la Société, son maintien en qualité d'actionnaire de la Société.

(iii) Les décisions relatives à l'agrément ou à l'exclusion d'un actionnaire nécessiteront deux délibérations et donc deux votes successifs du Conseil d'administration, sous réserve du respect d'un délai minimum de 8 jours entre les deux délibérations.

Les administrateurs, dès lors qu'ils auront la qualité de conjoint, descendant de la personne physique à agréer ou à exclure, ne pourront participer ni aux délibérations ni au vote relatif audit agrément ou à ladite exclusion, ni donner mandat à un autre administrateur afin de les représenter. Ces administrateurs pourront, le cas échéant, être entendus en début de réunion avant toute délibération et vote du Conseil d'administration pour lesquels ils ne pourront être présents.

En tout état de cause, à l'issue de la première délibération du Conseil d'administration, le Président du Conseil d'administration informera, par tous moyens, l'actionnaire intéressé qu'une mesure d'exclusion est envisagée à son encontre. Ce dernier sera invité à participer à la deuxième réunion du Conseil d'administration afin d'être entendu en début de réunion, étant précisé qu'il ne pourra assister ni aux délibérations, ni au vote du Conseil d'administration.

La demande d'agrément ou la décision d'exclusion ne sera valablement prise que si les administrateurs adoptent valablement la résolution dans ce sens a) avec un vote majoritaire et b) au moins trois administrateurs sont présents ou représentés.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément ainsi que la décision d'exclusion résulteront du deuxième vote du Conseil d'administration et n'auront pas à être motivées. Elles seront, en outre, insusceptibles d'appel.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément ainsi que la décision d'exclusion seront notifiées, par tous moyens, soit à l'actionnaire ayant saisi le Conseil d'administration, soit à l'intéressé, par le représentant de l'organe décisionnaire ou, à défaut, par un administrateur ou un Conseiller de famille ou un actionnaire.

(iv) L'exclusion d'un actionnaire entraînera automatiquement l'annulation de ses titres et celui-ci ne pourra pas s'y opposer.

Le montant du remboursement lié à l'annulation des titres sera déterminé sur la base de la valorisation annuelle de la Société par un expert indépendant.

En outre, à compter de la décision d'exclusion, les titres de l'actionnaire, objet de l'exclusion, seront privés de tout droit de vote.

### 7.3 Organisation

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres un Président.

Le Conseil d'administration peut être convoqué, par tous moyens, par son Président ou par un administrateur. Il peut également être convoqué, par tous moyens, par le Conseil de famille dans l'hypothèse où il s'écoulerait plus d'un trimestre entre deux réunions du Conseil d'administration.

En cas d'absence du Président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration peut, également, convier à ses réunions toute personne à qui le Conseil peut donner, s'il le souhaite, une voix consultative.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, e-mail, ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, e-mail, ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les administrateurs, lorsqu'ils seront, directement ou indirectement, intéressés par une résolution soumise au vote du Conseil d'administration, ne pourront participer ni aux délibérations ni au vote du Conseil d'administration.

En cas de doute quant à l'existence d'un conflit d'intérêts, le Conseil d'administration devra déterminer si un administrateur est directement ou indirectement intéressé et l'administrateur sur lequel le doute porte ne pourra participer ni aux délibérations ni au vote du Conseil d'administration sur ce point. Les administrateurs seront considérés comme indirectement intéressés, lorsqu'ils auront la qualité de conjoint, descendant ou ascendant de la personne physique concernée par la résolution soumise à la délibération et au vote du Conseil d'administration. Il en sera de même lorsqu'ils auront la qualité d'associé de la personne morale, autre que la Société, concernée par ladite résolution. Si tel est le cas, ces administrateurs ne pourront pas donner mandat à un autre administrateur afin de les représenter. Ces administrateurs pourront, le cas échéant, être entendus en début de réunion avant toute délibération et vote du Conseil d'administration pour lesquels ils ne pourront être présents.

Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société.

Toutefois, toute délégation de pouvoirs devra être décidée à l'unanimité des voix des membres du Conseil d'administration.

En outre, le Conseil d'administration devra informer, chaque année lors de l'approbation des comptes annuels de la Société, l'Assemblée générale ordinaire des délégations de pouvoirs ainsi consenties et/ou de toutes modifications y afférentes.

La Société se trouve valablement engagée soit par la signature individuelle du Président du Conseil d'administration soit par la signature collective de deux administrateurs.

**Art. 8. Commissaires.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

La surveillance par les commissaires prévue au paragraphe précédent est supprimée si la Société fait contrôler ses comptes annuels par un réviseur d'entreprises agréé.

Si les conditions de l'article 69 (en combinaison avec l'article 35) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (la Loi du 19 décembre 2002) sont remplies, la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés indépendants, nommés conformément à l'article 69 de La loi du 19 décembre 2002.

## Titre IV. Assemblée générale - Exercice social - Dissolution

### Art. 9. Assemblées générales.

#### 9.1 Convocation

Le Conseil d'administration peut convoquer l'Assemblée générale des actionnaires. De même, un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins 10 % des actions ayant droit de vote peuvent requérir le Conseil d'Administration de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires. Il est précisé que la faculté ouverte aux actionnaires de convoquer directement l'Assemblée générale des actionnaires ne pourra être exercée que dans l'hypothèse où il s'écoulerait plus d'un trimestre entre deux réunions de l'Assemblée générale.

Les convocations pour les Assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales et statutaires. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Les Assemblées générales des actionnaires se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se réunit le troisième jeudi du mois de juin à dix heures au siège social ou à tout autre endroit désigné par la convocation. Si ce jour est un jour férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

## 9.2 Droit de vote

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'Assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer la demande cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix. En cas de démembrement des actions, le droit de vote est exclusivement réservé à l'usufruitier, lequel peut donner, le cas échéant, mandat au nu-propriétaire de le représenter et donc de voter.

Par dérogation, pour l'Assemblée générale se prononçant sur la mise en liquidation de la Société et dans l'hypothèse d'un démembrement des actions, le droit de vote est exclusivement réservé au nu-propriétaire.

## 9.3 Pouvoirs

### 9.3.1 Dispositions générales

L'Assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

### 9.3.2 Quorum et majorité aux Assemblées générales

- Décisions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires

#### a) Quorum

Pour être valablement réunie, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires doit être composée d'actionnaires possédant la moitié au moins des actions ayant droit de vote, présents ou représentés, sur première convocation.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée doit être convoquée sur le même ordre du jour. Aucun quorum n'est requis pour que soit valablement réunie cette deuxième Assemblée.

#### b) Majorité

Les décisions sont prises à la majorité simple (la moitié des voix plus une) des voix des actionnaires présents et représentés.

Il en va ainsi notamment des opérations relatives à la nomination des administrateurs, des commissaires, des délibérations concernant les comptes annuels, les bénéfices, la détermination des seuils minimum et maximum de la caisse d'investissement de la Société ainsi que les mesures à entreprendre en cas de franchissement à la baisse du seuil minimum.

- Décisions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

#### a) Quorum

Pour être valablement réunie, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être composée d'actionnaires possédant la moitié au moins des actions ayant droit de vote, présents ou représentés, sur première convocation.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée doit être convoquée sur le même ordre du jour. Pour être valablement réunie, cette deuxième Assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être composée d'actionnaires possédant le tiers au moins des actions ayant droit de vote, présents ou représentés, sur deuxième convocation.

#### b) Majorité

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires, présents et représentés.

- Dérogations

Les décisions emportant adoption ou modification des clauses statutaires concernant la nationalité de la Société ou les règles particulières augmentant les engagements des associés sont prises à l'unanimité des actionnaires présents et représentants, tant en quorum qu'en droit de vote.

**Art. 10. Exercice social.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 11. Dissolution.** La réunion de toutes les actions de la Société entre les mains d'un seul actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de perte de la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu de convoquer, au plus tard dans les deux mois suivant la constatation de la perte ou la date à laquelle la perte aurait dû être constatée, l'Assemblée générale extraordinaire aux fins que celle-ci se prononce sur la dissolution éventuelle de la Société.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque la perte atteint les trois quarts du capital social. Toutefois, en cette hypothèse, la dissolution de la Société pourra être prononcée à la majorité du quart des voix émises par les actionnaires.

Outre les cas expressément visés par la Loi, la dissolution de la Société peut être décidée, à tout moment, par les actionnaires réunis en Assemblée générale extraordinaire.

L'Assemblée générale extraordinaire ayant décidé la dissolution de la Société nommera un ou plusieurs liquidateurs charger de conduire les opérations de liquidation, lesquels disposeront d'un pouvoir général de gestion sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la Loi et les présents statuts à l'Assemblée générale.

**Art. 12. Dispositions diverses.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros (EUR 3.000).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom, état civil et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. Guerin, C. Grundheber, P. Lentz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 10 décembre 2013. REM/2013/2173. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 16 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176980/293.

(130216487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**NBIM LS 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.452.

—  
EXTRAIT

Par résolutions prises le 12 décembre 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de M. Bengt Ove Enge de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- d'accepter la démission de M. Michael Chidiac de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- d'accepter la démission de M. Paul B.W.L. Lamberts de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- d'accepter la démission de M. Karsten Kallevig de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- de nommer M. Romain Veber, né le 14 septembre 1978 à Paris, France et ayant son adresse professionnelle au Queensberry House, 3, Old Burlington Street, W1S 3AE Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer M. Per Arne Eriksen, né le 18 août 1973 à Oslo, Norvège et ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée; et
- de nommer M. Rupert Robinson, né le 04 mai 1969 à Barnston, Royaume-Uni et ayant son adresse professionnelle au 72, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais, au 15 décembre 2013, constitué des personnes suivantes:

- M. Romain Veber;
- M. Per Arne Eriksen; et
- M. Rupert Robinson.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177057/31.

(130215568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**NBIM LS 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.456.

—  
EXTRAIT

Par résolutions prises le 12 décembre 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de M. Bengt Ove Enge de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- d'accepter la démission de M. Michael Chidiac de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- d'accepter la démission de M. Paul B.W.L. Lamberts de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- d'accepter la démission de M. Karsten Kallevig de son poste de gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013;
- de nommer M. Romain Veber, né le 14 septembre 1978 à Paris, France et ayant son adresse professionnelle au Queensberry House, 3, Old Burlington Street, W1S 3AE Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer M. Per Arne Eriksen, né le 18 août 1973 à Oslo, Norvège et ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée; et
- de nommer M. Rupert Robinson, né le 04 mai 1969 à Barnston, Royaume-Uni et ayant son adresse professionnelle au 72, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérant de la Société avec effet au 15 décembre 2013 et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais, au 15 décembre 2013, constitué des personnes suivantes:

- M. Romain Veber;
- M. Per Arne Eriksen; et
- M. Rupert Robinson.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177059/31.

(130215566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**Goodman Pearl (Lux) Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 131.035.

—  
In the year two thousand and thirteen, on the fourth day of the month of December;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

1) The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "KWASA Europe S.à r.l.", with registered office in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 179183; and

2) The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "Goodman Midnight Logistics (Lux) S.à r.l.", with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 176971.

Both are here represented by Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the "Proxy-holder"), by virtue of two proxies given under private seal, such proxies, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing parties, represented as mentioned above, have requested the undersigned notary to enact the following:

- The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "Goodman Pearl (Lux) Logistics S.à r.l.", with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 131035, (the "Company"), has been incorporated pursuant to a by a deed of the notary Karine REUTER, then residing in Redange-Attert (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of its then prevented colleague notary Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), on July 19, 2007, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2176 of October 3, 2007,

and the articles of association (the "Articles") have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on November 15, 2013, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- The appearing parties are the current members of the Company (the "Members") and they have taken unanimously, through their Proxy-holder, the following resolutions:

*First resolution*

The Members decide to split the current one million eight hundred and two thousand five hundred and fifty (1,802,550) shares with a nominal value of ten Euro Cent (0.10 EUR) each into five hundred forty thousand seven hundred sixty-five (540,765) Class A shares and one million two hundred sixty-one thousand seven hundred eighty-five (1,261,785) Class B shares, and to allot them to the Members as follows:

1) "Goodman Midnight Logistics (Lux) S.à r.l.": five hundred forty thousand seven hundred sixty-five (540,765) Class A shares, representing 30% of the Company's share capital; and

2) "KWASA Europe S.à r.l.": one million two hundred sixty-one thousand seven hundred eighty-five (1,261,785) Class B shares, representing 70% of the Company's share capital.

*Second resolution*

The Members decide:

- to abandon the French version of the Articles and to completely restate of the Articles in English and German;  
- to amend the statutory power of signature of the managers and to adopt for it the wording as reproduced in article 10 of the hereafter restated Articles; and

- to amend, with regard to the following restatement of the Articles, the corporate purpose and to give it the following wording:

"The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through sale, purchase, transfer, subscription, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, to manage and develop them. This includes direct or indirect investment in development or commercial utilisation of property and real estate.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;  
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the company or any company belonging to the same group as the company (hereafter referred to as the "Connected Companies" and each as a "Connected Company"). For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same group as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above."

*Third resolution*

The Members resolve to completely restate the Articles in order to reflect the here-before taken resolutions.

The ARTICLES will henceforth have the following wording:

**Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form - Corporate Name.** There is formed a private limited liability company under the name "Goodman Pearl (Lux) Logistics S.a r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Company Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

However, the Sole Manager (as defined below), or in case of a plurality of managers, the Board of Managers (as defined below) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

### **Art. 3. Object.**

3.1. The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through sale, purchase, transfer, subscription, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, to manage and develop them. This includes direct or indirect investment in development or commercial utilisation of property and real estate.

3.2. The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the company or any company belonging to the same group as the company (hereafter referred to as the "Connected Companies" and each as a "Connected Company"). For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same group as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

3.3. The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

**Art. 4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

## **Chapter II. - Capital, Shares.**

**Art. 5. Share capital.** The corporate capital is fixed at one hundred eighty thousand two hundred fifty-five Euros (180,255.- EUR), represented by five hundred forty thousand seven hundred sixty-five (540,765) Class A Shares and one million two hundred sixty-one thousand seven hundred eighty-five (1,261,785) Class B Shares (the Class A Shares and the Class B Shares being collectively referred to as the "Shares"), each Share having a nominal value of ten Euro Cent (0.10 EUR) each.

The holders of the Class A Shares are referred to as the "A Shareholders", the holders of the Class B Shares are referred to as the "B Shareholders". The A Shareholders and the B Shareholders are collectively referred to as the "Shareholders" and individually as a "Shareholder".

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

All Shares of the Company will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own Shares within the limits set by the Company Law.

**Art. 6. Shares indivisibility.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

All Shares are in registered form and recorded in a shareholders' register in accordance with the Company Law.

**Art. 7. Transfer of Shares.** In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares are freely transferable among Shareholders. Transfers of Shares to third parties are subject to the prior unanimous consent of the Shareholders.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

### Chapter III. - Management

**Art. 8. Management.** The Company is managed by one or more manager(s) appointed by unanimous resolution of the Shareholder(s) on proposal of the A Shareholder(s). In case of one manager, she/he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of a plurality of managers, they will constitute a board of managers (conseil de gérance) (hereafter referred to as the "Board of Managers").

The Managers need not to be Shareholders. The Managers may be replaced or removed at any time, with or without cause by unanimous resolution of the Shareholder(s).

At all times, the Board of Managers must be composed of not less than fifty per cent (50%) of Managers residing in Luxembourg. In the case of Sole Manager, that Manager must be resident in Luxembourg.

**Art. 9. Powers of the Sole Manager or of the Board of Managers.** In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of a plurality of Managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Company Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of a plurality of Managers, of the Board of Managers.

**Art. 10. Representation of the Company.** Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of a plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of a plurality of Managers, by any two Managers.

**Art. 11. Delegation and Agent of the Sole Manager or of the Board of Managers.** The Sole Manager or, in case of a plurality of Managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The Sole Manager or, in case of a plurality of Managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

#### **Art. 12. Meeting of the Board of Managers.**

12.1. The Board of Managers shall meet as often as the Company so requires or upon request of any Manager or the Chairman (as defined below) at the place indicated in the convening notice. All the meetings of the Board of Managers shall take place in the Grand Duchy of Luxembourg.

12.2. The Board of Managers shall choose among its members a chairman (the "Chairman"). It may also choose a secretary, who does not need to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers. The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Managers, in his/her/its absence, the Board of Managers shall, at the majority of their votes, appoint another Manager as chairman pro tempore. The position of Chairman shall be held by a Manager resident in Luxembourg. The Chairman shall not have a casting vote.

12.3. Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to the Managers at least seventy-two (72) hours in advance of such meeting, or such other period of notice as the Board of Managers may agree from time to time, specifying the date, time, place of the meeting and the agenda thereof.

12.4. No convening notice is required if all the Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the written consent of each Manager, such consent being given in original, fax or electronic mail (which does not need to bear an electronic signature) or any other communication means. No convening notice shall be required for a meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers.

12.5. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy in writing, by fax or electronic mail (which does not need to bear an electronic signature) or any other similar means of communication.

12.6. Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or video conference or other communication means allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

12.7. The Board of Managers can deliberate or act only if at least two (2) Managers are present at the meeting, provided that if a majority of the Managers present at the meeting are not in Luxembourg, the Managers present, irrespective of their number, shall not constitute a quorum. If a quorum of Managers is not present at all times during a meeting of the Board of Managers, such meeting shall be adjourned and reconvened at such time and place in Luxembourg as determined

by the Managers present (provided that notice of the time, date and place of the reconvened meeting is given to each person entitled to attend the meeting not less than forty-eight (48) hours before the meeting).

12.8. Each Manager shall have one vote. Decisions shall be validly adopted by simple majority of the votes of the Managers present or represented at the meeting.

12.9. The resolutions made at a meeting of the Board of Managers will be documented in minutes, signed by the chairman and the secretary of the meeting.

12.10. A resolution of the Board of Managers passed in writing, signed by all the Managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting of the Board of Managers duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or several counterpart(s) in original or copy delivered by fax, electronic mail or any other communication means. The date of such written resolution shall be the date on which the last Manager has signed the written resolution.

12.11. Extracts of the minutes or written resolutions shall be certified by any Manager or by any person nominated by the Board of Managers during a meeting.

#### **Chapter IV. - General meeting of Shareholders**

##### **Art. 13. Powers of the general meeting of Shareholder(s) - Votes.**

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of Shares, which he or she owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his or her shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 Any Shareholders' meeting shall take place in Luxembourg. Shareholders' meetings shall be convened by the Board of Managers at least eight (8) days in advance of such meeting, or such other longer period of notice as that Board of Managers may agree from time to time, specifying the date, time, place of the meeting, and the agenda thereof.

13.4 No convening notice is required if all the Shareholders are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed of the agenda of the meeting.

13.5 The quorum for any Shareholders' meeting shall be at least one (1) A Shareholder and one (1) B Shareholder.

13.6 Any Shareholder may act at any Shareholders' meeting by appointing a person as its proxy in writing, by fax, electronic mail (which does not need to bear an electronic signature) or any other communication means.

13.7 Any Shareholder may participate in a Shareholders' meeting by means of a telephone or video conference or other communication means allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

13.8 If a quorum of Shareholders is not present at all times during a Shareholders' meeting such meeting shall be adjourned and reconvened at such time and place in Luxembourg as determined by the Shareholders present (provided that notice of the time, date and place of the reconvened meeting is given to each person entitled to attend the meeting not less than forty-eight (48) hours before the meeting).

13.9 Decisions shall only be valid if adopted by unanimous resolutions of the Shareholders present or represented at the meeting.

13.10 In addition to the powers reserved to shareholders by application of the Company Law, any decision relating to any of the following matters must be approved by the general meeting of Shareholders:

(i) each budget ("Budget") in relation to any property(ies) owned by the Company and business plan for the next financial year adopted by the shareholders and developed pursuant to an investment advisory agreement entered into between the Company and any investment adviser in relation to the provision of investment advisory services to the Company, or any material amendment to, or material deviation from, each approved Budget (including any material amendment to, or material deviation from, a specific budget approved for a specific property approved in connection with the Budget);

(ii) any substantial alteration to, or material deviation from, the investments guidelines of the Company as amended from time to time or the financial risk management policy prepared by an investment adviser and contained in a business plan;

(iii) the distribution or reinvestment of any capital receipts or other distribution to be made by the Company other than in accordance with the approved Budget, having regard to the funding requirements of the Company from time to time;

(iv) any voluntary liquidation of the assets of the Company or any proposal to cease to carry on the business of owning and managing stabilized core industrial real estate in accordance with the investment guidelines of the Company or a substantial part of such business or to wind-up or to take advantage of any law providing for relief of debtors in adverse financial circumstances;

(v) any amendment, variation, termination or release of any cooperation documents (including but not limited to investment advisory agreements, property services agreements, administration and secretarial agreements, trade mark license agreements and sale and purchase agreements); and

(vi) any change to the investment guidelines of the Company as amended from time to time.

Decisions relating to the foregoing matters shall not require to be approved by unanimous resolutions of the Shareholders when a Shareholder is in default with respect to the transfer of its Shares, in case of willful act on the part of a Shareholder or following the threat or the happening of an insolvency event in relation to a Shareholder and generally in case of breach of any of its obligations under any agreement signed between the Company and all the Shareholders.

13.11 The resolutions passed at a Shareholders' meeting will be documented in minutes, signed by all the Shareholders present or represented and by the members of the bureau of the Shareholders' meeting.

13.12 A resolution of the Shareholders passed in writing, signed by all the Shareholders shall be valid and binding in the same manner as if passed by the Shareholders at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or several counterpart(s) in original or copy delivered by fax, electronic mail or any other communication means. The date of such written resolution shall be the date on which the last Shareholder has signed the written resolution.

13.13 Extracts shall be certified by any Shareholder or any Manager or any person nominated by the Shareholders during the Shareholders' meeting or by the notary having had custody of the original deed in case the Shareholders' meeting has been recorded in a notarial deed.

## Chapter V. - Business year

**Art. 14. Business year.** The Company's financial year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of each year (the "Financial Year").

At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of a plurality of Managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of a plurality of Managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 15. Distribution Right of Shares.** From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. That allocation will cease to be mandatory when and as long as the amount of the Company's legal reserve amounts to one tenth (1/10) of the Company's share capital.

In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed one tenth (1/10) of the Company's share capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of a plurality of Managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by unanimous resolution of the Shareholders.

Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of a plurality of Managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the Financial Year under the reservation that (i) a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution has been drawn-up, (ii) the amount to be distributed does not exceed realised profits since the end of the last Financial Year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and any sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Company Law or these Articles, and (iii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s) to the Company.

## Chapter VI. - Liquidation

**Art. 16. Dissolution and Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders in accordance with the applicable legal provisions of the Company Law and these Articles.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII. - Applicable law

**Art. 17. Applicable law.** Reference is made to the provisions of the Company Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Fourth resolution*

The Members resolve:

- to accept the resignation of the manager Mr. Emmanuel VANDER STICHELE and to grant him, by special vote, full discharge for the execution of his mandate until today;

- to appoint, for an undetermined duration, Mr. Philippe VAN DER BEKEN, employee, born on 1 October 1975 in Aalst (Belgium), residing professionally in L-1160 Luxembourg, 28, Boulevard d'Avranches, as new member of the board of managers.

#### Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred and ten Euros.

#### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the Proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present original deed.

#### **Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:**

Im Jahr zweitausenddreizehn, am vierten Tag des Monats Dezember;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtswohnsitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

#### SIND ERSCHIENEN:

1) Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „KWASA Europe S.à r.l.“, mit Sitz in L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 179183; und

2) Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Goodman Midnight Logistics (Lux) S.à r.l.“, mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 176971.

Beide sind hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1466 Luxemburg, 12, rue Jean Engling, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund von zwei ihm erteilten Vollmachten unter Privatschrift, welche Vollmachten vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben der gegenwärtigen Urkunde beigebogen bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienenen Parteien, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersuchen folgendes zu beurkunden:

- Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Goodman Pearl (Lux) Logistics S.à r.l.“, mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 131035, (die „Gesellschaft“), ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notarin Karine REUTER, mit dem damaligen Amtssitz in Redange/Attert (Großherzogtum Luxemburg), handelnd in Vertretung ihres damaligen verhinderten Kollegen Notar Jean-Joseph WAGNER, mit dem Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg), am 19. Juli 2007, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations., Nummer 2176 vom 3. Oktober 2011,

und die Satzung (die „Satzung“) wurde mehrmals abgeändert und zum letzten Mal gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 15. November 2013, noch nicht veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- Die erschienenen Parteien sind die derzeitigen Gesellschafter der Gesellschaft (die „Gesellschafter“) und haben einstimmig, durch ihren Bevollmächtigten, folgende Beschlüsse gefasst:

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, die bestehenden eine Million achthunderttausendzweihundertfünfzig (1.802.550) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von jeweils zehn Euro-Cent (0,10 EUR) in fünfhundertvierzigtausend-siebenhundertfünfundsiebzig (540.765) Anteile der Klasse A und eine Million zweihunderteinundsechzigtausendsiebenhundertfünfundsiebzig (1.261.785) Anteile der Klasse B einzuteilen und sie den Gesellschaftern wie folgt zuzuteilen:

1) „Goodman Midnight Logistics (Lux) S.à r.l.“: fünfhundertvierzigtausend-siebenhundertfünfundsiebzig (540.765) Anteile der Klasse A, welche 30% des Gesellschaftskapitals darstellen und

2) „KWASA Europe S.à r.l.“: eine Million zweihunderteinundsechzig-tausendsiebenhundertfünfundsiebzig (1.261.785) Anteile der Klasse B, welche 70% des Gesellschaftskapitals darstellen.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen:

- die französische Fassung der Satzung zu löschen und die Satzung in in Englisch und Deutsch vollständig neu zu verfassen;
- die satzungsgemäße Zeichnungsbefugnis der Geschäftsführer abzuändern wie nachfolgend in Artikel 10 der neugefassten Satzung wiedergegeben und
- den Gesellschaftszweck, im Hinblick auf die folgende Neufassung der Satzung, abzuändern und ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen in jedweder Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Verkauf, Kauf, Übertragung, Zeichnung, Einlage, Festübernahme oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonstige Weise und insbesondere der Erwerb von Patenten und Lizenzen und ihre Verwaltung und Entwicklung. Dies beinhaltet die direkte oder indirekte Anlage in die Entwicklung oder wirtschaftliche Nutzung von Grundbesitz und Immobilien.

Die Gesellschaft darf des Weiteren die folgenden Geschäfte ausführen:

- die Aufnahme von Darlehen oder Krediten in jedweder Form;
- die Leistung bzw. Vergabe von Vorschüssen, Darlehen, Einlagen oder Krediten an ihre Tochtergesellschaften oder Unternehmen, an welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, auch wenn diese nicht wesentlich sind, oder an jegliches Unternehmen welches ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder eines Unternehmens ist, welches der selben Gruppe wie die Gesellschaft angehört (im Folgenden die „Verbundenen Gesellschaften“ sowie einzeln eine „Verbundene Gesellschaft“). Für die Zwecke des vorliegenden Artikels gilt ein Unternehmen dann als derselben Gruppe angehörig wie die Gesellschaft, wenn dieses Unternehmen die Gesellschaft direkt oder indirekt besitzt, kontrolliert, von der Gesellschaft kontrolliert oder gemeinsam mit der Gesellschaft kontrolliert wird, egal ob als wirtschaftlich Berechtigter oder als Verwalter, als Vormund oder als sonstiger Treuhänder. Ein Unternehmen kontrolliert ein anderes Unternehmen, wenn das beherrschende Unternehmen das Eigentum am Stammkapital des anderen Unternehmen vollständig oder direkt oder indirekt wesentlich hält oder die Befugnis hat, die Unternehmensleitung oder Geschäftspolitik des anderen Unternehmens zu führen oder maßgeblich zu beeinflussen, sei es durch das Eigentum stimmberechtigter Wertpapiere, einen Vertrag oder auf sonstige Weise;
- die Stellung von Garantien, Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten, egal ob durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder durch Belastung des gesamten oder eines Teils des Unternehmens, der (aktuellen oder künftigen) Vermögenswerte oder durch alle diese Methoden, zur jedweden Hilfeleistung an die Verbundenen Gesellschaften im Rahmen der luxemburgischen Gesetze;

wobei gilt, dass die Gesellschaft keine Geschäfte ausführen darf, die dazu führen würden, dass sie in einem Bereich tätig wäre, der als Bankaktivität zu betrachten wäre.

Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, gewerblichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäfte sowie generell alle Transaktionen ausführen, die zur Erfüllung ihres Zweckes erforderlich sind, sowie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erzielung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind.

#### *Dritter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, die Satzung vollständig neu zu verfassen, um den hiervor gefassten Beschlüssen Rechnung zu tragen.

Die SATZUNG wird fortan folgenden Wortlaut haben:

### **Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer**

**Art. 1. Form - Name der Gesellschaft.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen „Goodman Pearl (Lux) Logistics S.à r.l.“, welche den Gesetzen, die für ein solches Unternehmen (im Folgenden die „Gesellschaft“) gelten, und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner abgeänderten Fassung (im Folgenden das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Satzung (im Folgenden die „Satzung“) unterliegt.

**Art. 2. Sitz der Gesellschaft.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

Durch einen Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung gemäß den für Satzungsänderungen geltenden Bestimmungen kann der Sitz der Gesellschaft an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Durch einen Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers (nachfolgend definiert) oder, bei Vorhandensein mehrerer Geschäftsführer, des Geschäftsführerrats, kann der Gesellschaftssitz innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegt werden.

In dem Fall, dass militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen stattfinden oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz beeinträchtigen, kann der Sitz der Gesellschaft vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft. Der Beschluss hinsichtlich einer Verlegung des Gesellschaftssitzes ins Ausland wird durch den Alleinigen Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch den Geschäftsführerrat der Gesellschaft getroffen.

Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

### **Art. 3. Gegenstand.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen in jedweder Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Verkauf, Kauf, Übertragung, Zeichnung, Einlage, Festübernahme oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonstige Weise und insbesondere der Erwerb von Patenten und Lizenzen und ihre Verwaltung und Entwicklung. Dies beinhaltet die direkte oder indirekte Anlage in die Entwicklung oder wirtschaftliche Nutzung von Grundbesitz und Immobilien.

3.2. Die Gesellschaft darf des Weiteren die folgenden Geschäfte ausführen:

- die Aufnahme von Darlehen oder Krediten in jedweder Form;
- die Leistung bzw. Vergabe von Vorschüssen, Darlehen, Einlagen oder Krediten an ihre Tochtergesellschaften oder Unternehmen, an welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, auch wenn diese nicht wesentlich sind, oder an jegliches Unternehmen welches ein direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder eines Unternehmens ist, welches der selben Gruppe wie die Gesellschaft angehört (im Folgenden die „Verbundenen Gesellschaften“ sowie einzeln eine „Verbundene Gesellschaft“). Für die Zwecke des vorliegenden Artikels gilt ein Unternehmen dann als derselben Gruppe angehörig wie die Gesellschaft, wenn dieses Unternehmen die Gesellschaft direkt oder indirekt besitzt, kontrolliert, von der Gesellschaft kontrolliert oder gemeinsam mit der Gesellschaft kontrolliert wird, egal ob als wirtschaftlich Berechtigter oder als Verwalter, als Vormund oder als sonstiger Treuhänder. Ein Unternehmen kontrolliert ein anderes Unternehmen, wenn das beherrschende Unternehmen das Eigentum am Stammkapital des anderen Unternehmen vollständig oder direkt oder indirekt wesentlich hält oder die Befugnis hat, die Unternehmensleitung oder Geschäftspolitik des anderen Unternehmens zu führen oder maßgeblich zu beeinflussen, sei es durch das Eigentum stimmberechtigter Wertpapiere, einen Vertrag oder auf sonstige Weise;
- die Stellung von Garantien, Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten, egal ob durch persönliche Verpflichtung oder durch Hypothek oder durch Belastung des gesamten oder eines Teils des Unternehmens, der (aktuellen oder künftigen) Vermögenswerte oder durch alle diese Methoden, zur jedweden Hilfeleistung an die Verbundenen Gesellschaften im Rahmen der luxemburgischen Gesetze;

wobei gilt, dass die Gesellschaft keine Geschäfte ausführen darf, die dazu führen würden, dass sie in einem Bereich tätig wäre, der als Bankaktivität zu betrachten wäre.

3.3 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, gewerblichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäfte sowie generell alle Transaktionen ausführen, die zur Erfüllung ihres Zweckes erforderlich sind, sowie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erzielung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind.

**Art. 4. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

## **Kapitel II. - Kapital, Anteile**

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital beträgt hundertachtzigtausendzweihundertfünfundfünfzig Euro (180.255,- EUR) und ist in fünfhundertvierzigtausendsiebenhundertfünfundsechzig (540.765) Anteile der Klasse A und in eine Million zweihunderteinundsechzigtausendsiebenhundert-fünfundachtzig (1.261.785) Anteile der Klasse B (die Anteile der Klasse A und die Anteile der Klasse B werden gemeinsam im Folgenden als „Anteile“ bezeichnet) mit einem Nominalwert von je zehn Euro-Cent (0,10 EUR) aufgeteilt.

Die Halter der Anteile der Klasse A werden als „A Gesellschafter“, die Halter der Anteile der Klasse B werden als „B Gesellschafter“ bezeichnet. Die A Gesellschafter und die B Gesellschafter werden gemeinsam im Folgenden als die „Gesellschafter“ und einzeln als ein „Gesellschafter“ bezeichnet.

Zusätzlich zum Stammkapital kann ein Agiokonto zur Einzahlung jeglicher auf Anteile eingezahlten Agio aufgestellt werden. Der Betrag des besagten Kontos steht zur freien Verfügung des/der Gesellschafter(s).

Alle Anteile der Gesellschaft haben die gleichen Rechte.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zurückkaufen.

**Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile.** Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil zugelassen ist. Miteigentümer von Anteilen müssen eine einzelne Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft bestimmen.

Alle Aktien sind Namensaktien und werden, gemäß dem Gesetz, in einem Anteilsregister eingetragen.

**Art. 7. Übertragung von Anteilen.** Im Falle eines alleinigen Gesellschafters sind die Anteile, welche der alleinige Gesellschafter hält, frei übertragbar.

Gibt es mehrere Gesellschafter, sind die Anteile zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar. Die Übertragung von Anteilen auf Dritte unterliegt der vorherigen einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter.

Die Übertragung von Anteilen muss durch eine notarielle Urkunde oder eine Privaturkunde nachgewiesen werden. Übertragungen sind erst dann gegenüber der Gesellschaft oder Dritten gültig, wenn sie der Gesellschaft mitgeteilt wurden oder von dieser gemäß den Bestimmungen von Artikel 1690 des luxemburgischen bürgerlichen Gesetzbuchs (code civil) angenommen wurden.

### Kapitel III. - Management

**Art. 8. Geschäftsführung.** Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche(r) auf Vorschlag des / der A Gesellschafter(s) durch den einstimmigen Beschluss des (der) Gesellschafter bestellt werden. Gibt es nur einen Geschäftsführer, so wird dieser als der „Alleinige Geschäftsführer“ bezeichnet. Gibt es mehrere Geschäftsführer, bilden sie einen Geschäftsführerrat (conseil de gérance) (im Folgenden der „Geschäftsführerrat“).

Die Geschäftsführer brauchen keine Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer können jederzeit mit oder ohne Grund durch Gesellschafterbeschluss abgesetzt werden.

Es müssen zu jeder Zeit mindestens fünfzig Prozent (50%) der Mitglieder des Geschäftsführerrats in Luxemburg ansässig sein. Im Falle eines Alleinigen Geschäftsführers muss dieser in Luxemburg ansässig sein.

**Art. 9. Befugnisse des Alleinigen Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats.** Gegenüber Dritten hat der Alleinige Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Geschäftsführerrat unbeschränkte Vollmacht, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und jegliche Tätigkeiten und Geschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Einklang stehen, sofern die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Alleinigen Geschäftsführers oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, des Geschäftsführerrats.

**Art. 10. Vertretung der Gesellschaft.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft im Falle eines Alleinigen Geschäftsführers durch dessen alleinige Unterschrift oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer vom Alleinigen Geschäftsführer bzw. den beiden Geschäftsführern hierzu zu ermächtigenden Person verpflichtet.

**Art. 11. Übertragung von Befugnissen und Vertretung des Alleinigen Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats.** Der Alleinige Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Geschäftsführerrat, kann für spezifische Aufgaben einem oder mehreren Ad hoc-Vertretern Vollmachten erteilen.

Der Alleinige Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Geschäftsführerrat legt die Verantwortlichkeiten und ggf. die Entlohnung eines solchen Vertreters, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere maßgebliche Bedingungen dieser Vertretung fest.

#### **Art. 12. Sitzung des Geschäftsführerrats.**

12.1. Der Geschäftsführerrat trifft sich so oft, wie die Gesellschaft es erfordert oder auf Einberufung durch einen beliebigen Geschäftsführer oder den Vorsitzenden (wie nachfolgend definiert) an dem in der Einberufung angegebenen Ort. Alle Sitzungen des Geschäftsführerrats finden im Großherzogtum Luxemburg statt.

12.2. Der Geschäftsführerrat bestimmt einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“). Er kann auch einen Schriftführer bestimmen, der kein Gesellschafter sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführerrats verantwortlich ist. Der Vorsitzende führt alle Sitzungen des Geschäftsführerrats. In Abwesenheit des Vorsitzenden, bestimmt der Geschäftsführerrat mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen einen anderen Geschäftsführer als Vorsitzenden pro tempore. Der Posten des Vorsitzenden des Geschäftsführerrats wird durch einen Geschäftsführer besetzt, der in Luxemburg ansässig ist. Der Vorsitzende hat bei Stimmgleichheit keine entscheidende Stimme.

12.3. Jedem Geschäftsführer muss mindestens zweiundsiebzig (72) Stunden vor einer Sitzung, oder innerhalb einer anderen vom Geschäftsführerrat gelegentlich bestimmten Frist, eine schriftliche Einberufung zu besagter Sitzung des Geschäftsführerrats zugestellt werden. Diese Einberufung muss den Ort, die Uhrzeit sowie die Tagesordnung besagter Sitzung beinhalten.

12.4. Wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Formen und Fristen der Einberufung verzichtet haben, kann der Geschäftsführerrat ohne vorherige Einberufung wirksam tagen und Beschlüsse fassen.

12.5. Jeder Geschäftsführer kann einen anderen Geschäftsführer schriftlich, durch Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) oder durch jegliche andere Art der Kommunikation zu seinem Stellvertreter auf einer Geschäftsführerratsitzung bestimmen.

12.6. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann an Geschäftsführersitzungen im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche es ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

12.7. Der Geschäftsführerrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens zwei (2) Geschäftsführerratsmitglieder anwesend sind, wobei, sollte die Mehrheit der Geschäftsführerratsmitglieder, welche an der Sitzung teilnehmen, sich nicht in Luxemburg befinden, die anwesenden Geschäftsführer, unabhängig von ihrer Anzahl, nicht beschlussfähig sind. Sollten die Mitglieder des Geschäftsführerrats nicht beschlussfähig sein, wird die Sitzung vertagt und von den anwesenden Geschäftsführern erneut an einem von diesen festzulegenden Ort in Luxemburg und Uhrzeit einberufen (wobei die Einberufung der vertagten Sitzung jeder zur Anwesenheit berechtigten Person nicht weniger als achtundvierzig (48) Stunden vor der vertagten Sitzung zugestellt werden muss).

12.8. Jeder Geschäftsführer hat eine Stimme. Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen.

12.9. Die Beschlüsse einer Sitzung des Geschäftsführerrats werden in Protokollen erfasst, welche vom Vorsitzenden und vom Schriftführer unterzeichnet werden.

12.10. Ein Umlaufbeschluss mit der Unterschrift aller Geschäftsführer ist ebenso zulässig und wirksam, als wäre er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführerratsitzung angenommen worden. Ein solcher Umlaufbeschluss kann in einem einzigen oder in mehreren separaten Dokumenten desselben Inhalts, welches per Fax, E-Mail oder durch jegliche andere Art der Kommunikation übermittelt wurde, mit Unterschrift in Urschrift oder Abschrift aller Geschäftsführerratsmitglieder dokumentiert werden. Das Datum dieser Umlaufbeschlüsse ist das Datum an dem der letzte Geschäftsführer diese Umlaufbeschlüsse unterschrieben hat.

12.11. Auszüge aus den Protokollen oder Umlaufbeschlüssen sind vom einem Geschäftsführer oder von jeglicher vom Geschäftsführerrat während der Sitzung dazu bestimmten Person rechtsgültig zu unterzeichnen.

#### **Kapitel IV. - Gesellschafterversammlung**

##### **Art. 13. Befugnisse der Gesellschafterversammlung - Stimmrecht.**

13.1. Gibt es nur einen Gesellschafter, so übt der alleinige Gesellschafter sämtliche Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus und hält die Beschlüsse schriftlich fest.

13.2. Gibt es mehrere Gesellschafter, kann sich jeder Gesellschafter, unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile, an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Das Stimmrecht der Gesellschafter steht dabei im Verhältnis zu ihrem Anteilbestand. Alle Anteile beinhalten die gleichen Stimmrechte.

13.3. Alle Gesellschafterversammlung finden in Luxemburg statt. Die Gesellschafterversammlungen werden vom Geschäftsführerrat mindestens acht (8) Tage vor der besagten Gesellschafterversammlung einberufen, oder innerhalb eine längeren vom Geschäftsführerrat gelegentlich bestimmten Frist. Die Einberufung beinhaltet das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Gesellschafterversammlung sowie deren Tagesordnung.

13.4. Sofern alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, können sie ohne vorherige Einberufung wirksam tagen.

13.5. Um beschlussfähig zu sein, müssen mindestens ein (1) A Gesellschafter und ein (1) B Gesellschafter anwesend sein.

13.6. Jeder Gesellschafter kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) oder durch jegliche andere Art der Kommunikation erstellt werden kann, durch einen anderen Gesellschafter oder eine andere Person vertreten lassen.

13.7. Jeder Gesellschafter kann an Gesellschafterversammlungen im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche es ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an solchen Sitzungen gleich.

13.8. Sollte die Gesellschafterversammlung nicht durchgehend beschlussfähig sein, wird diese vertagt und von den anwesenden Gesellschaftern neu einberufen, an einem von diesen festzulegenden Ort und zu einer ebenso festzulegenden Uhrzeit (sofern die Einberufung der vertagten Gesellschafterversammlung jeder zur Anwesenheit berechtigten Person nicht weniger als achtundvierzig (48) Stunden vor der vertagten Gesellschafterversammlung zugestellt wird).

13.9. Beschlüsse sind nur gültig, wenn sie durch einen einstimmigen Beschluss der an der Gesellschafterversammlung teilnehmenden anwesenden oder vertretenen Gesellschafter getroffen werden.

13.10. Zusätzlich zu den Befugnissen die den Gesellschaftern gemäß dem Gesetz vorbehalten sind, muss jeder Entschluss bezüglich folgender Themen von der Gesellschafterversammlung genehmigt werden:

i. Jede Kostenschätzung („Kostenschätzung“) bezüglich jeglicher im Besitz der Gesellschaft stehenden, bebauten oder unbebauten Grundstücke (die „Immobilie“) und jeder von den Gesellschaftern genehmigte Wirtschaftsplan, welcher für das nächste Wirtschaftsjahr gemäß eines zwischen der Gesellschaft und einem Berater geschlossenen Beratervertrags in Bezug auf die Leistung von Beratungsdienstleistungen für die Gesellschaft entwickelt wurde, oder eine wesentliche Änderung oder wesentliche Abweichung von jeder genehmigten Kostenschätzung (einschließlich jeglicher wesentlicher Änderung von, oder wesentlicher Abweichung von einer bestimmten Kostenschätzung für eine bestimmte Immobilie, welche im Zusammenhang mit der Kostenschätzung genehmigt wurde);

ii. Jegliche wesentliche Änderung oder wesentliche Abweichung der Anlagerichtlinien der Gesellschaft in ihrer jeweils geltenden Fassung, oder des Finanzrisikomanagements, welches von einem Anlageberater vorbereitet wurde und im Wirtschaftsplan beinhaltet ist;

iii. Die Ausschüttung oder die Wiederanlage von Kapitalerträgen oder von der Gesellschaft vorzunehmenden anderen Ausschüttungen außerhalb der genehmigten Kostenschätzung und bezüglich der Mindestfinanzierungsvorschrift der Gesellschaft;

iv. Jegliche freiwillige Auflösung von Vermögenswerten der Gesellschaft, oder der Vorschlag, das Geschäft mit dem Besitz und der Verwaltung von stabilisierten Core-Industrieimmobilien gemäß den Anlagerichtlinien der Gesellschaft oder

einen wesentlichen Teil dieses Geschäfts aufzugeben, oder die Liquidation, oder die Nutzung von Vorteilen aufgrund von Gesetzen über die Entlastung von Schuldern im Falle von ungünstigen Vermögensverhältnissen;

v. Jegliche Änderung, Abwandlung, Kündigung oder Freigabe von Gesellschaftsunterlagen (einschließlich, aber nicht begrenzt auf Anlageberatungsverträge, Property Services Verträge, Verwaltungs- und Sekretariatsverträge, Markenlizenzverträge und Verkaufs- und Kaufverträge); und

vi. Jegliche Änderung der Anlagerichtlinien der Gesellschaft, in ihrer jeweils geltenden Fassung.

Beschlüsse zu obigen Themen müssen nicht durch einen einstimmigen Beschluss der Gesellschafterversammlung getroffen werden, falls ein Gesellschafter bezüglich der Übertragung seiner Anteile säumig ist, wenn ein Gesellschafter vorsätzlich handelt oder im Anschluss an die Gefahr oder den Eintritt einer Zahlungsunfähigkeit in Verbindung mit einem Gesellschafter oder allgemein im Falle einer Pflichtverletzung des Gesellschafters im Rahmen eines Vertrags, der zwischen der Gesellschaft und den Gesellschaftern geschlossen wurde.

13.11. Die Beschlüsse einer Gesellschafterversammlung werden in Protokollen festgehalten, welche von allen anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern unterschrieben werden sowie durch die Mitglieder des Bureaus der Gesellschafterversammlung.

13.12. Ein Umlaufbeschluss der Gesellschafter, welcher von allen Gesellschaftern unterschrieben wird ist ebenso zulässig und wirksam, als wäre er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Gesellschafterversammlung angenommen worden. Ein solcher Umlaufbeschluss kann in einem einzigen oder in mehreren separaten Dokumenten desselben Inhalts, welches per Fax, E-Mail oder durch jegliche andere Art der Kommunikation übermittelt wurde, mit Unterschrift in Urschrift oder Abschrift aller Gesellschafter dokumentiert werden. Das Datum dieser Umlaufbeschlüsse ist das Datum, an dem der letzte Gesellschafter den Umlaufbeschluss unterschrieben hat.

13.13. Auszüge sind von einem Gesellschafter oder Geschäftsführer oder von jeglicher von den Gesellschaftern während der Gesellschafterversammlung dazu bestimmten Person oder durch den Notar, der die Originaldokumente in Verwahrung hat, wenn die Gesellschafterversammlung notariell festgehalten wurde, rechtsgültig zu unterzeichnen.

## Kapitel V. - Geschäftsjahr

**Art. 14. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres (das „Geschäftsjahr“).

Zum Ende des Geschäftsjahres erstellt der Alleinige Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Geschäftsführerrat den Jahresabschluss sowie ein Inventar mit Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Einsicht in das oben genannte Inventar und die Bilanz nehmen.

**Art. 15. Ausschüttungsrechte der Anteile.** Von dem gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen ermittelten Reingewinn werden fünf (5%) Prozent der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, wenn der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel (1/10) des Nennkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

Im Falle einer Kapitalabsetzung kann die gesetzliche Rücklage soweit reduziert werden, dass sie nicht ein Zehntel (1/10) des Stammkapitals überschreitet.

Soweit auf Gesellschaftsebene Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind und soweit nach Gesetz und Satzung zulässig, schlägt der Alleinige Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Geschäftsführerrat vor, dass diese Beträge ausgeschüttet werden.

Die Beschlussfassung über die Ausschüttung sowie die Festlegung der Höhe einer solchen erfolgt durch einen einstimmigen Beschluss der Gesellschafter.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann der Alleinige Geschäftsführer oder, falls es mehrere Geschäftsführer gibt, der Geschäftsführerrat beschließen, an die Gesellschafter vor Ende des Geschäftsjahres Zwischendividenden zu zahlen, wobei gilt, dass (i) ein Bericht erstellt wurde aus dem herausgeht, dass genügend Mittel für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen, (ii) der auszuschüttende Betrag die realisierten Erträge des letzten Geschäftsjahres für das der Jahresbericht genehmigt wurde, zuzüglich der Gewinnvorträge und der ausschüttungsfähigen Rücklagen, jedoch abzüglich der Verlustvorträge und der Beträge, die einer gemäß dem Gesetz bzw. der vorliegenden Satzung einzurichtenden Rücklage zuzuweisen sind, nicht übersteigen darf, und dass (iii) Ausschüttungen, die nicht den tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, von den Gesellschaftern zurückzuzahlen sind.

## Kapitel VI. - Liquidation

**Art. 16. Auflösung und Liquidation.** Die Gesellschaft wird nicht aufgrund des Todes, des Verlusts der bürgerlichen Rechte, der Insolvenz oder des Konkurses des Alleingesellschafters oder eines der Gesellschafter aufgelöst.

Die Liquidation der Gesellschaft ist von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen.

Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidator(en) durchgeführt, Gesellschafter oder nicht, der/die von den Gesellschaftern benannt wird/werden und dessen/deren Befugnisse und Entlohnung von den Gesellschaftern festlegt werden.

## Kapitel VII. - Anzuwendende Rechtsvorschriften

**Art. 17. Geltendes Recht.** In allen Angelegenheiten, für welche in der vorliegenden Satzung keine spezifischen Vorkehrungen getroffen wurden, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen.

### Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen:

- das Rücktrittsgesuch des Geschäftsführers Herrn Emmanuel VANDER STICHELE anzunehmen und ihm, per Spezialvotum, volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates, bis zum heutigen Tage, zu erteilen;
- Herrn Philippe VAN DER BEKEN, Angestellter, geboren am 1. Oktober 1975 in Aalst (Belgien), geschäftsansässig in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, für eine unbestimmte Dauer zum neuen Mitglied des Geschäftsführerrates zu ernennen.

### Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr tausendvierhundertzehn Euro.

### Erklärung

Der unterzeichnende Notar, die die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der oben genannten erschienenen Parteien, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasste wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; gemäß dem Wunsch derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, namens handelnd wie hiervoor erwähnt, dem amtierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat derselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2013. LAC/2013/55280. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175710/671.

(130214937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

### **Holden Recoveries III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 159.509.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Décembre 2012.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Référence de publication: 2013181531/12.

(130221047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

### **Holden Recoveries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 154.622.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Décembre 2013.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Référence de publication: 2013181532/12.

(130221049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

---

**Holden Recoveries V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 168.283.

---

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Décembre 2013.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Référence de publication: 2013181533/12.

(130221046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

---

**Almasa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 14.210.

---

*Extrait des résolutions prises par lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 20 décembre 2013*

- La société ATALUX, avec siège social L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal, nommée Administrateur, a désigné Monsieur Philippe Lambert, expert-comptable, demeurant professionnellement 4, rue de Kleinbettingen, L-8362 Grass, avec effet en date du 10 décembre 2013, en tant que représentant permanent pour toute la durée de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire 2014.

- Monsieur Philippe Lambert, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-8362 Grass, 4 rue de Kleinbettingen, est nommé Président du Conseil d'Administration, jusqu'à l'échéance de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée de 2014.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Certifié sincère et conforme

ALMASA SA, SPF

Référence de publication: 2013179457/18.

(130219902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Getrans S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 97.892.

---

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013179857/10.

(130219868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Promotion Immobilière Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 85.071.

---

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Pour ordre  
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.  
Boîte Postale 1307  
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013182808/14.

(130222371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Paris Boulogne Participations Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 59, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 124.327.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013182817/10.

(130222181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Poséidon Participation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 104.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013182804/10.

(130222632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Project Metro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 165.279.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182806/10.

(130223012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Pyrotex UK 1 Cooperative Coop S.A., Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 174.852.

EXTRAIT

En application de l'article 17.3 des statuts de la Société, les actionnaires de la Société ont décidé en date du 23 décembre 2013 de:

- révoquer PricewaterhouseCoopers de son mandat de commissaire aux comptes; et
- nommer PricewaterhouseCoopers, une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, à la fonction de réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Pyrotex UK 1 Cooperative Coop S.A.*

Référence de publication: 2013182815/16.

(130223112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Patchwork S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 82.332.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire et décisions de l'actionnaire unique tenue en date du 27 décembre 2013 au siège social de la société*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire et décisions de l'actionnaire unique tenue en date du 27 décembre 2013 au siège social de la Société que:

*«Première décision*

L'Assemblée décide de renouveler avec effet rétroactif au 6 juin 2011 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire laquelle se tiendra en 2017 les mandats de:

- Madame Philippine RICOTTA WALAS, née le 2 juin 1971 à Metz, France, demeurant au 4, place de la Paix, L-4275 Esch-sur-Alzette;
- Monsieur Jérôme BACH, né le 23 juin 1976 à Metz, France, demeurant au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;
- Monsieur Pascal ROBINET, né le 21 mai 1950, à Charleville, France, demeurant au 5, rue d'Arlon, L-7412 Bour.

*Deuxième décision*

L'Assemblée décide de nommer avec effet rétroactif au 6 juin 2011 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire laquelle se tiendra en 2017 la société NOETRIB ADMINISTRATION S.A. ayant son siège social au 6, Place de Nancy, L- 2212 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.517 en tant que commissaire aux comptes de la Société.

*Quatrième décision*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 2a, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg avec effet au 23 décembre 2013.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182818/28.

(130222398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Pharma Vita S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 163.251.

—  
Le bilan approuvé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182819/10.

(130222472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Pianon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4975 Bettange-sur-Mess, 25, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 47.487.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à.r.l.

12, rue de la Gare

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2013182821/13.

(130223250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Octapan Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 154.424.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013182780/11.

(130223093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Peppers & Rogers Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 8.640,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 156.515.

L'adresse du siège social de l'associé a changé:

- Peppers & Rogers Group B.V. se situe désormais au Herikerbergweg 238, Luna ArenA, 1101 CM Amsterdam Zuidoost, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fabrice Rota

*Gérant A*

Référence de publication: 2013182801/14.

(130222124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Peer Management Participation 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.663.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 18 décembre 2013*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Gerard Van Hunen, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

- L'Assemblée Madame Fleur Ouzilou, employée privée, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013182800/16.

(130222187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Peters S.à r.l., Malermeister & Bodenleger, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6180 Gonderange, 31, rue de Wormeldange.

R.C.S. Luxembourg B 158.858.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations..

Référence de publication: 2013182802/10.

(130222808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**SVEA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 82.222.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1127 du 7 décembre 2001.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2011 de la Société (rectificatif des comptes déposés en date du 10 juin 2013 sous la référence L130092915) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SVEA S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2013181952/14.

(130221147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

**Strebalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4380 Ehlerange, 169, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 79.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013181948/10.

(130221540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

**SR Immo. Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1477 Luxembourg, 28, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 71.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013181946/10.

(130222000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

**Glencove Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 182.364.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen.

On the eighteenth day of November.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

- The Company LAS VILLAS DE GUADALMINA S.L., a corporation duly organized and existing under the laws of Spain domiciled at San Pedro Alcántara, Marbella, Málaga, Urbanización Guadalmina Alta, Conjunto Residencial Terrazas de Guadalmina; with Spanish Tax identification number (CIF) B-29663655.

- The Company MIRAGOLF GUADALMINA S.L., a corporation duly organized and existing under the laws of Spain domiciled at San Pedro Alcántara, Marbella, Málaga, Urbanización Guadalmina Alta, Conjunto Residencial Terrazas de Guadalmina; with Spanish Tax identification number (CIF) B-29685377.

- The Company MICKEY'S WITGOED DEN HAAG B.V., a corporation duly organized and existing under the laws of Netherlands domiciled at 937, Van Heuven Goedhartlaan; 1181LD Amstelveen; registered at the Commercial Register of Amsterdam under the Number 24280429.

- Mr. Enrique SELFA MARQUES, born at Valencia (Spain), on 30 July 1938, residing at Urbanización Las Mimosas Beach, Bloque 1 - 3°B, Marbella, Málaga, Spain; identified with Spanish Passport n°AA687125.

- Mr. Ricardo SELFA PERDON, born at Madrid (Spain), on 12 May 1966, residing at Urbanización Guadalmina Alta, Conjunto Residencial Terrazas de Guadalmina, C/ 19-B, Marbella, Málaga, Spain; with DNI number 416.333-X.

- Mrs. Eliane PERDÓN JUMEAU, born at Paris (France), on 10 January 1936, residing at Urbanización Guadalmina Baja, Calle 5 173bi, Marbella, Málaga, Spain; with DNI number 50.791.100-Q

LAS VILLAS DE GUADALMINA S.L., Mr. Ricardo SELFA PERDÓN and Mrs. Eliane PERDÓN JUMEAU are here duly represented by Mr. Enrique SELFA MARQUES, with Spanish nationality, identified with Passport N° AA687125, domiciled at Urbanización Las Mimosas Beach, Bloque 1 - 3°B, Marbella, Málaga, España by virtue of three powers of attorney attached herein.

MIRAGOLF GUADALMINA S.L., is here duly represented by its sole Director Mr. Enrique SELFA MARQUES, with Spanish nationality, identified with Passport N° AA687125, domiciled at Urbanización Las Mimosas Beach, Bloque 1 - 3° B, Marbella, Málaga, España by virtue of the legal certificate issued by the Commercial Register of Malaga as of 15<sup>th</sup> November 2013.

The Company MICKEY'S WITGOED DEN HAAG B.V, is here duly represented by virtue of the power of attorney given to Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, as well as the Company's Shareholders Register will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing parties, through its attorneys, declared and requested the notary to act that the appearing parties are the shareholders of the Company "EL ARCO DE MARBELLA, S.L.", a Company duly organized and existing under the laws of Spain, incorporated on 14<sup>th</sup> March 1996 in Malaga, Spain, with its registered office situated at Estepona, Málaga, Urbanización La Resina Golf, Avenida La Resina s/n, Club de Golf, incorporated in the Commercial Register of Malaga under Tome 1.856, Book 769, Folder 76 Page 25.213 and with Spanish Tax identification number (CIF) B29775095 and that the appearing parties have taken unanimously the following resolutions:

*First resolution*

To confirm and ratify the resolutions passed at the Joint Extraordinary Meeting of Shareholders of the Company held on September 30<sup>th</sup>, 2013, deciding to transfer the registered office and the effective place of management of the Company from Spain to Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), in accordance with the provisions of Luxembourg law and the rules concerning juridical-person status, maintained without break in continuity and without the creation of a new legal entity; to adopt in Luxembourg the name "GLENCOVE LUXEMBOURG, S.a.R.L."; and to adopt by the Company the legal form of a private limited Company (Société à Responsabilité Limitée).

*Second resolution*

The appearing parties decide to adopt by the Company the following corporate object:

The purpose of the Company is the acquisition, transfer, rental or exploitation, whether by itself or through third parties of any kind of real Estate, urban or rural. The construction, whether by itself or through third parties, of buildings as well as the maintenance, conservation and repairs of the same ones or others already built.

The holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sell, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion, it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

The Company is a corporate taxpayer subject to common tax law and does not fall in the scope of the holding Company law of 31<sup>st</sup> July 1929.

*Third resolution*

The appearing parties decide to adopt by the Company a share capital amounting to EURO ONE MILLION THIRTY NINE THOUSAND FOUR HUNDRED TWENTY WITH THIRTY EIGHT CENTS (1.039.420,38 EUR) represented by HUNDRED SEVENTY TWO THOUSAND NINE HUNDRED FORTY FIVE (172.945) shares (parts sociales) of Euro six with one cents (6,010121 EUR) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The said amount of Capital and the balance sheet of the company as of 18<sup>th</sup> November 2013 have been objet of an independent auditory report, and approved by the general meeting of the company and will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

#### Fourth resolution

The appearing parties decide to adopt by the Company the name "Glencove Luxembourg S.à.r.l." and the following Articles of Association of a Luxembourg private limited Company in English and French, the English version prevailing:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability Company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member Company.

#### **Art. 2. Corporate object.**

2.1 - The object of the Company is the acquisition, transfer, rental or exploitation, whether by itself or through third parties of any kind of real Estate, urban or rural. The construction, whether by itself or through third parties, of building as well as the maintenance, conservation and repairs of the same ones or others already built.

2.2 - The holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well the transfer by sell, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.3 - The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.4 - In a general fashion, it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.5 - The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

2.6 - The Company is a corporate taxpayer subject to common tax law and does not fall in the scope of the holding Company law of 31<sup>st</sup> July 1929.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination of "GLENCOVE LUXEMBOURG, S.à.r.l".

#### **Art. 5. Registered office.**

5.1 - The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 - It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 - The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 - The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

#### **Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at EURO ONE MILLION THIRTY NINE THOUSAND FOUR HUNDRED TWENTY WITH THIRTY EIGHT CENTS (1.039.420,38 EUR) represented by HUNDRED SEVENTY TWO THOUSAND NINE HUNDRED FORTY FIVE (172.945) shares (parts sociales) of EURO SIX WITH ONE CENTS (6,010121 EUR) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man Company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

6.5.3 Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

6.5.4 Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

#### 6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

#### 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

#### 7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its single director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of two of the members of the board of directors (conseil de gérance).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

7.3.4 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### 7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book of the Company.

7.4.3 Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.4 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance).

7.4.5 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

7.4.6 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or

7.4.7 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

#### **Art. 8. General shareholders' meeting.**

8.1 - The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 - In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 - However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 - The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

#### **Art. 9. Annual general shareholders' meeting.**

9.1 - Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of the month of April, at 10.00 a.m..

9.2 - If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

#### **Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

11.1 - Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of each year.

11.2 - Annual Accounts

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) setup in accordance with Article 200.

#### **Art. 12. Distribution of profits.**

12.1 - The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses; amortization and expenses represent the net profit.

12.2 - An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 - The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

#### **Art. 13. Dissolution - Liquidation.**

13.1 - The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

13.2 - Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

13.3 - At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

**Art. 15. Modification of articles.** The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

*Transitional disposition*

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31 December 2013.

*Fifth resolution*

The appearing parties decide to give discharge to the resigning manager, Mr. Enrique SELFA MARQUES, for the performance of his mandate.

*Sixth resolution*

The appearing parties decide to appoint as members of the Board of Directors, the following persons:

- Mr. Norbert SCHMITZ, Company director, born on May 12, 1943 in Pétange, residing at Luxembourg;
- The Company SGA Services S.A. with domiciled at au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;
- The Company FMS Services S.A. with domiciled at 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

*Seventh resolution*

The appearing parties decide to establish the registered office of the Company at L-2311 Luxembourg, 3, Avenue Pasteur.

*Evaluation of the expenses*

The amount of the expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated to about three thousand euro (EUR 3,000.-).

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up at Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the attorney has signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize

Le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg),

**ONT COMPARU:**

- La société LAS VILLAS DE GUADALMINA S.L., une société espagnole dont le siège social est sis à San Pedro Alcántara, Marbella, Málaga, Urbanización Guadalmina Alta, Conjunto Residencial Terrazas de Guadalmina; et inscrite sous le numéro d'identification fiscal espagnol (CIF) n° B-29663655;

- La société MIRAGOLF GUADALMINA S.L. une société espagnole dont le siège social est sis à San Pedro Alcántara, Marbella, Málaga, Urbanización Guadalmina Alta, Conjunto Residencial Terrazas de Guadalmina; et inscrite sous le numéro d'identification fiscal espagnol (CIF) n° B-29685377;

- La société MICKEY'S WITGOED DEN HAAG B.V une société des Pays Bas, enregistrée auprès du Registre du Commerce de Amsterdam sous le numéro 24280429 avec siège social 937, Van Heuven Goedhartlaan; 1181LD Amsterdam;

- Monsieur Enrique SELFA MARQUES, né à Valence (Espagne), le 30 Juillet 1938, demeurant à Urbanización Las Mimosas Beach, Bloque 1 - 3°B, Marbella, Málaga, Espagne; avec DNI espagnol N° AA687125;

- Monsieur Ricardo SELFA PERDON, né à Madrid (Espagne), le 12 Mai 1966, demeurant à Urbanización Guadalmina Alta, Conjunto Residencial Terrazas de Guadalmina, C/ 19-B, Marbella, Málaga, Espagne; avec DNI espagnol N° 416333-X;

- Madame Eliane PERDON JUMEAU, née à Paris (France), le 10 Janvier 1936, demeurant à Urbanización Guadalmina Baja, Calle 5 173bi, Marbella, Málaga, Espagne; avec DNI espagnol N° 50791100-Q

LAS VILLAS DE GUADALMINA S.L., Monsieur Ricardo SELFA PERDON et Madame Eliane PERDON JUMEAU sont dûment représentés par Monsieur Enrique SELFA MARQUES, de nationalité espagnole, avec DNI espagnol N° AA687125 et demeurant à Urbanización Las Mimosas Beach, Bloque 1 - 3°B, Marbella, Málaga, Espagne, en vertu de trois procurations joints au présent acte.

MIRAGOLF GUADALMINA S.L., est ici représenté par son administrateur unique Monsieur Enrique SELFA MARQUES, de nationalité espagnole, demeurant à Urbanización Las Mimosas Beach, Bloque 1 - 3<sup>o</sup>B, Marbella, Málaga, Espagne; avec DNI espagnol N° AA687125, en vertu de l'extrait du registre de commerce de Malaga émis le 15 Novembre 2013.

La Société MICKEY'S WITGOED DEN HAAG B.V, est ici dûment représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Les dites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le notaire et le mandataire, tout comme le registre des actionnaires resteront annexés au présent acte avec lequel elles seront enregistrés.

Les comparants, par leur mandataire, ont requis le notaire l'instrumentant d'acter ce qui suit:

Que les comparants sont les associés de la Société "El Arco de Marbella, S.L.", ayant son siège social à Estepona, Malaga, Espagne, constituée à San Pedro Alcántara, Marbella, le 14 mars 1996, enregistrée auprès du "Registre Mercantil de Malaga", Espagne, sous le Tome 1.856, Livre 769, Dossier 76, Page 25.213 et avec le numéro d'identification fiscal espagnol (CIF) n° B29775095, et que les comparants ont pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

De confirmer et ratifier les décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société tenue le 30 septembre 2013, décidant de transférer le siège social et la gestion effective de la Société de l'Espagne vers le Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et des règles concernant le statut de personne juridique, il y aura ainsi une continuité de la personne morale sans interruption et sans la création d'une nouvelle entité juridique. D'adopter, à Luxembourg, le nom «GLENCOVE LUXEMBOURG, S.à.r.l.»; et d'adopter, la forme juridique d'une SARL (Société à Responsabilité Limitée).

#### *Deuxième résolution*

Les comparants décident de faire adopter par la société l'objet social suivant:

«L'objet de la Société est l'acquisition, le transfert, la location ou l'exploitation, que ce soit par elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, de tout type de biens immobiliers, urbain ou rural. La construction, que ce soit par elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, de bâtiment ainsi que l'entretien, la conservation et la réparation des mêmes bâtiments ou d'autres déjà construit.

La détention de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres Sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de quelque forme que ce soit, ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou toute autre forme, d'actions, de bons, d'obligations, de billets à ordre et autres valeurs de n'importe quelle classe, ainsi que la propriété, l'administration, la gestion et le développement de son portefeuille. La Société pourra également avoir une participation dans toute forme d'entreprise commerciale.

La Société pourra s'endetter sous n'importe quelle forme et réaliser des émissions de bons, sans une offre publique, laquelle pourra être convertible, ainsi que l'émission d'obligations.

De manière générale la Société pourra prêter assistance aux Sociétés affiliées, prendre les mesures de contrôle et de supervision, et réaliser toute opération qu'elle estimera utile pour l'accomplissement et le développement de ses fins.

La compagnie pourra réaliser des opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que des transactions immobilières et de biens meubles.

La Société est un contribuable corporatif soumis à la Loi fiscale commune qui n'entre pas dans le giron de la Loi des holdings du 31 Juillet 1929.»

#### *Troisième résolution*

Les comparants décident de faire adopter par la société un capital social de un million trente-neuf mille quatre cents vingt euros et trente huit centimes (1.039.420,38 Euros) représenté et divisé en 172.945 parts sociales indivisibles et cumulables de 6,010121 EUROS de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 172.945, toutes entièrement souscrites et libérées.

Le Montant du Capital ainsi que le bilan de la Société ont en date du 18 Novembre 2013 fait l'objet d'un rapport d'audit indépendant, qui est approuvé par l'assemblée générale de la Société et qui se trouvera par ailleurs annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

#### *Quatrième résolution*

Les comparants décident de faire adopter par la société la dénomination sociale de "Glencove Luxembourg S.à.r.l." et les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, en anglais et en français, la version anglaise prévalant:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme de la Société.** Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, dans sa forme corrigée (Ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents Statuts de la Société (Ci-après, les "Statuts"), qui spécifient dans les articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2 les règles exceptionnels applicables à une Société associée.

## **Art. 2. Objet social.**

2.1 - L'objet de la Société est l'acquisition, le transfert, la location ou l'exploitation, que ce soit par elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, de tout type de biens immobiliers, urbain ou rural. La construction, que ce soit par elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, de bâtiment ainsi que l'entretien, la conservation et la réparation des mêmes bâtiments ou d'autres déjà construit.

2.2 - L'objet de la Société est la détention de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres Sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de quelque forme que ce soit, ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou toute autre forme, d'actions, de bons, d'obligations, de billets à ordre et autres valeurs de n'importe quelle classe, ainsi que la propriété, l'administration, la gestion et le développement de son portefeuille. La Société pourra également avoir une participation dans toute forme d'entreprise commerciale.

2.3 - La Société pourra s'endetter sous n'importe quelle forme et réaliser des émissions de bons, sans une offre publique, laquelle pourra être convertible, ainsi que l'émission d'obligations.

2.4 - De manière générale la Société pourra prêter assistance aux Sociétés affiliées, prendre les mesures de contrôle et de supervision, et réaliser toute opération qu'elle estimera utile pour l'accomplissement et le développement de ses fins.

2.5 - La compagnie pourra réaliser des opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que des transactions immobilières et de biens meubles.

2.6 - La Société est un contribuable corporatif soumis à la Loi fiscale commune qui n'entre pas dans le giron de la Loi des holdings du 31 Juillet 1929.

**Art. 3. Durée.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4. Dénomination.** La société prend la dénomination de "Glencove Luxembourg S.à r.l.".

## **Art. 5. Siège Social.**

5.1 - Le siège social est établi à Luxembourg.

5.2 - Il pourra être transféré vers toute autre adresse au Grand-Duché de Luxembourg via une résolution prise par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous la forme prévu pour les modifications des présents Statuts.

5.3 - L'adresse du siège social pourra être transférée dans la municipalité de Luxembourg par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par la décision d'un conseil de gérance.

5.4 - La Société pourra détenir des bureaux ainsi que des succursales, tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

## **Art. 6.**

6.1 - Capital social souscrit

6.1.1 Le capital social est fixé à UN MILLION TRENTE-NEUF MILLE QUATRE CENTS VINGT EUROS et TRENTE HUIT CENTIMES (1.039.420,38 Euros), représenté et divisé en 172.945 parts sociales indivisibles et cumulables de 6,010121 EUROS de valeur nominale chacune, numérotées de 1 al 172.945, toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A la seule condition que toutes les parts sociales soient entre les mains d'un seul associé, la Société sera alors une Société unipersonnelle conformément à l'article 179 de la Loi. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2 entre autres, seront d'application, dès lors toute décision de l'associé et tout contrat conclu entre lui et la Société qu'il représente, devront être établis par écrit.

6.2 - Modification du capital social

Le capital peut être modifié à tout moment par décision de l'associé ou par décision de l'Assemblée générale des associés, conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues par l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux bénéfices

Chaque part donne droit à une partie de la Société et des bénéfices de celle-ci en proportion directe avec le nombre de parts existantes.

6.4 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales de la Société sont indivisibles, dès lors qu'un seul propriétaire est admis par part. D'éventuels copropriétaires doivent désigner une seule personne pour les représenter à la Société.

6.5 - La cession de parts sociales

6.5.1. Dans le cas d'un associé unique, les parts de la Société détenues par l'associé sont librement cessibles.

6.5.2. Dans le cas d'une pluralité d'associés, les parts de chaque associé peuvent être transférés conformément aux dispositions de l'article 189 et 190 de la Loi.

6.5.3. Les parts sociales ne peuvent être transférées inter vivos aux non-associés, à moins que des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société ce soient mis d'accord lors d'une Assemblée générale.

6.5.4. Les transmissions de parts sociales doivent être enregistrées au moyen d'un acte notarié ou privé. Les transferts ne seront pas valables aux yeux de la Société et des tiers, jusqu'à ce qu'ils aient été communiqués à la Société et acceptés par celle-ci, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des parts

Toutes les parts sociales sont nominatives au nom d'une personne spécifique et sont enregistrées dans le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

#### **Art. 7. Administration.**

##### 7.1 - Nomination et révocation

7.1.1. La Société sera administrée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le ou les gérant(s) ne doivent pas être des associés.

7.1.2. Le(s) gérant(s) est/sont nommés par l'Assemblée générale des associés.

7.1.3. Un gérant peut être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment lors d'une résolution adoptée par les associés.

7.1.4. Le gérant unique et chacun des membres du Conseil de gérance ne devraient pas être rémunérés pour ses/leurs services comme gérant, sauf autorisation contraire de l'Assemblée générale des associés. La Société remboursera tout gérant des dépenses raisonnables encourues dans l'exercice de ses fonctions, y compris les déplacements raisonnables et les frais engagés pour assister aux séances du Conseil de gérance, en cas de pluralité des gérants.

##### 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'Assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique, ou en cas de pluralité des gérants, du Conseil de gérance.

##### 7.3 - Représentation et signature autorisée

7.3.1. Dans ses relations avec les tiers, ainsi que la justice, le gérant unique, ou en cas de pluralité des gérants, le Conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et réaliser et approuver tous les actes et opérations conformes dans l'intérêt de la Société, et à condition que les termes du présent article 7.3 soient remplies.

7.3.2. La Société peut être engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité des gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

7.3.3. Le gérant unique, ou en cas de pluralité des gérants, le Conseil de gérance peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs représentants.

7.3.4. Le gérant unique, ou en cas de pluralité des gérants, le Conseil de gérance, peut déterminer les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) du mandataire, la durée de la période de représentation et de toutes autres conditions de sa représentation.

##### 7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, procédures

7.4.1. Le Conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut également choisir un Secrétaire, qui n'a pas besoin d'être l'un des gérants et qui sera chargé de rédiger le procès-verbal de la réunion du Conseil de gérance et des assemblées générales.

7.4.2. Les accords du Conseil de gérance doivent figurer sur le procès-verbal, qui doit être signé par le Président et le Secrétaire, ou par un notaire public et enregistré dans les livres de la Société de la Société.

7.4.3. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui peuvent être produits pour des procédures judiciaires ou autres, pourront être signés par le Président, le Secrétaire ou par n'importe quel gérant.

7.4.4. Le Conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de gérance.

7.4.5. En cas de pluralité des gérants, les résolutions seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

7.4.6. Les accords par écrit approuvés et signés par tous les gérants auront le même effet que les résolutions adoptées par le Conseil de gérance. Cette approbation peut être en un seul document ou plus distincts.

7.4.7. Tout gérant peut participer aux réunions du Conseil de gérance, par téléphone ou par vidéo-conférence ou autre moyen de communication permettant à tous les gérants prenant part à la réunion de s'écouter mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

##### 7.5 - Responsabilité des gérants

Aucun gérant n'assume, en raison de sa fonction, quelque obligation personnelle relative aux engagements qu'il a valablement acquis au nom de la Société.

#### **Art. 8. Assemblée générale des associés.**

8.1 - L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à la réunion de l'assemblée générale.

8.2 - En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Chaque associé disposera d'un nombre de voix égal au nombre de parts dont il sera titulaire. Les décisions collectives prises ne seront valides que lorsque les associés contrôlant plus de la moitié du capital social de la Société les auront adoptées.

8.3 - Toutefois, les résolutions visant à modifier les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité, qui nécessite un vote à l'unanimité, ne peuvent être adoptées que par la majorité des membres détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sans préjudice des dispositions de la Loi.

8.4 - La tenue des assemblées générales, ne sera pas obligatoire lorsque le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq 25. Dans ce cas, chaque membre recevra le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à être adoptées et donnera son vote par écrit.

#### **Art. 9. Assemblée générale des associés.**

9.1 - Lorsque le nombre des associés est supérieur à 25, une Assemblée générale annuelle des membres sera tenue, conformément à l'article 196 de la Loi au siège social de la Société, ou en tout autre lieu à Luxembourg spécifié dans la convocation, le deuxième mardi du mois d'avril de chaque année, à 10 heures.

9.2 - Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée générale annuelle aura lieu le jour ouvrable bancaire suivant. L'Assemblée générale annuelle peut-être être tenue à l'étranger, si selon le gérant unique, ou en cas de pluralité des gérants, du Conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

**Art. 10. Vérifications.** Lorsque le nombre des associés est supérieur à 25, les opérations de la Société seront encadrées par un ou plusieurs auditeurs ou commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, qui n'ont pas besoin d'être associé. S'il y a plus d'un auditeur pour vérifier les comptes, les auditeurs devront agir tel un organe collégial et former une assemblée des commissaires aux comptes.

#### **Art. 11. Exercice - Comptes annuels.**

11.1 - Année comptable

L'exercice comptable commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année

11.2 - Les comptes annuels

11.2.1 À la fin de chaque exercice, le gérant unique, ou en cas de pluralité des gérants, le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société, ainsi que le bilan et les comptes de pertes et profits, dans lesquels les amortissements nécessaires devront être effectués.

11.2.2. Chaque associé, que cela soit personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant, pourra examiner au siège social de la Société, l'inventaire ci-dessus, le bilan, le compte de résultat et, le cas échéant, le rapport préparé par le(s) commissaire(s) aux comptes, conformément à l'article 200 de la Loi.

#### **Art. 12. Répartition des bénéfices.**

12.1 - Les bénéfices bruts de la Société déclarés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, représente le bénéfice net.

12.2 - Un montant équivalent à cinq pour cent (5 %) du bénéfice net de la Société sera alloué à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve s'élève à dix pour cent (10 %) du capital social de la Société.

12.3 - Le solde des bénéfices nets pourra être distribué aux associés conformément à leur participation dans la Société.

#### **Art. 13. Liquidation et Dissolution.**

13.1 - La Société ne sera pas dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite des associés.

13.2 - Sauf en cas de dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne pourra intervenir qu'en cas de décision prise par l'Assemblée générale des associés conformément aux exigences et quorum prévues pour la modification des Statuts.

13.3 - Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommé(s) par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 14. La référence à la Loi.** Il sera nécessaire de se référer à la Loi pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces Statuts.

**Art. 15. Modification des Statuts.** Les Statuts peuvent être modifiés à tout moment et en cas de pluralité des associés, lors d'une assemblée générale, sous réserve du quorum et des majorités de vote établies par les Lois de Luxembourg.

#### *Disposition transitoire*

La première année commencera à la date de la Constitution de la Société et prendra fin le 31 décembre 2013.

#### *Cinquième résolution*

Les comparantes décide de donner décharge au gérant démissionnaire, Monsieur Enrique SELFA MARQUES, pour l'exercice de son mandat.

#### *Sixième résolution*

Les comparants décident de nommer comme membre du Conseil de Gérance les personnes suivantes:

- Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur de sociétés, né le 12 mai 1943 à Pétange, demeurant à Luxembourg;
- La société SGA Services S.A., domicilié au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- La société FMS Services S.A., domicilié au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg

*Huitième résolution*

Les comparantes décident de fixer le siège social de la société à L-2311 Luxembourg, 3, Avenue Pasteur.

*Estimation des Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de cet acte s'élève approximativement à trois mille euros (EUR 3.000,-).

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, le mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Selva Marques, Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 novembre 2013. Relation: EAC/2013/15502. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013172234/529.

(130210650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

---

**Sonora Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 124.140.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013181941/10.

(130221503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

---

**Nouvelle Boutique Trois Etoiles, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 36-38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 32.410.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2013180980/11.

(130220657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

---

**Saphir Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2327 Luxembourg, 16, Montée de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 147.478.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SAPHIR PARTNER S.à r.l.  
SGG S.A.  
Signature

Référence de publication: 2013181069/12.

(130220881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

---

**RSA Overseas Holdings (Luxembourg) (No.1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 9.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 73.467.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 décembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 184 du 2 mars 2000.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RSA Overseas Holdings (Luxembourg) (No.1) S.à r.l., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2013181056/14.

(130220549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

**Felix Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 153.610.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013182447/10.

(130223237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

**Era Properties S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 33.828.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de ERA PROPERTIES S.A., tenue extraordinairement le 19 décembre 2013 au siège de la société*

Il a été décidé ce qui suit:

- suite à la décision du Conseil d'Administration du 23/08/2013 opérant avec effet au 25/08/2013, l'Assemblée décide de ratifier la nomination de Madame Alexandra Corre comme nouvel Administrateur de la société en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann.

Le mandat de Madame Alexandra Corre viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

- de renouveler pour une nouvelle durée de 5 ans les mandats de Monsieur Didier Schönberger et du Commissaire aux Comptes en fonction qui arriveront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

Pour extrait certifié conforme

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2013182421/18.

(130222304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

**Fiduo Conseils, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 70.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Philippe SLENDZAK.

Référence de publication: 2013182449/10.

(130222769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

**Financière HIME S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 180.846.

NATIXIS TRUST désigne, à compter du 4 novembre 2013, Madame Evelyne ETIENNE, née le 15 juin 1954 à Paris avec adresse professionnelle au 51 Avenue JF. Kennedy L-1855 Luxembourg, en qualité de représentant permanent, en remplacement de Monsieur Thierry ESPENAN.

Pour copie conforme  
FIDUPAR  
Signatures  
Domiciliaire

Référence de publication: 2013182452/14.

(130222596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Expair S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.115.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 27 décembre 2013*

5. Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- Monsieur Pierre-Alain EGGLY, sous-directeur de banque, demeurant professionnellement au 1, bd Royal, L-2449 Luxembourg

- Monsieur Philippe LINIGER, juriste, demeurant au 4, chemin des Combes, CH-1277 Borex-Genève, administrateur délégué

- Monsieur Angelo NANIA, demeurant 49, rue du Perron, CH-1196 Gland.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- BDO Tax & Accounting, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Pour extrait conforme  
Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182438/20.

(130223109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Externe Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 43.205.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013182439/10.

(130222752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Sokrates Invest, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5775 Weiler-la-Tour, 32, rue Emile Marx.

R.C.S. Luxembourg B 93.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176243/9.

(130214038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

---

**Flying Group Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1110 Luxembourg, 2, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 141.715.

—  
In the year two thousand and thirteen, on the third day of December.

Before Us M<sup>e</sup> Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

FLYING GROUP N.V., a public limited company governed by the laws of Belgium and registered at the "Banque-Carrefour des Entreprises" under the number 875.470.035 and having its registered office at Dennenlaan 27, B-2610 Wilrijk, Belgium,

here represented by Mr. Gérard MATHEIS, company director, with professional address in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal delivered to him; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing person, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to act the following:

- That the public limited company "FLYING GROUP LUX S.A.", (the "Company"), established and having its registered office in 2, Route de Trèves, Findel Airport, L-1110 Luxembourg, presently being mentioned with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg under section B, number 141.715, which has been incorporated by deed of the undersigned notary on September 4, 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2454 on October 8, 2008.

- That the appearing person, represented as said before, is the sole actual shareholder of the Company (the "Sole Shareholder") and that he has taken, through his proxy-holder, the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 6 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 6.** The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors who need not be shareholders of the company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

In case the company is incorporated by a sole shareholder, or if, at a general meeting of shareholders, it is noted that the company only has one shareholder, the composition of the board of directors may be limited to one sole director until the next annual general meeting at which it is noted that the company has (again) more than one shareholder.

In this case, the sole director exercises the powers devolving on the board of directors.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.».

*Second resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 7 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 7.** The board of directors will elect from among its members a chairman. When he is prevented, he is replaced by the eldest director.

The board of directors convenes upon call by the chairman or by the eldest director, when the chairman is prevented, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will be decisive.

Board resolutions can also be taken by circular letter; the signatures of the different board members may be apposed on several exemplars of the board resolution in writing.

Any director may also participate in any meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.»

*Third resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 8 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 8.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.»

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 9 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 9.** The company will be bound in any circumstances by joint signatures of two directors, or in case of sole director by his sole signature, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.»

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 10 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 10.** The company will be bound in any circumstances by joint signatures of two directors, or in case of sole director by his sole signature, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.»

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 11 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 11.** Any litigation involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.»

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 12 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 12.** The company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.»

*Eighth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 13 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 13.** The general meeting of shareholders of the company represents all the shareholders of the company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company, unless the present articles of association provide otherwise.

The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the third Thursday of June at 9.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

Each share entitles one vote. Each shareholder may participate to the meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxyholder.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

If the company only has one sole shareholder, the latter exercises the powers devolving on the general meeting.»

*Nineth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 14 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 14.** The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.».

*Tenth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 15 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 15.** After deduction of any and all of the expenses of the company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the company. Of the net profits, five percent (5,00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00 %) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.».

*Eleventh resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 16 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 16.** The company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.».

*Twelfth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 17 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 17.** All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10<sup>th</sup> 1915 on commercial companies and the amendments hereto.».

*Thirteenth resolution*

The Sole Shareholder decides to abrogate articles 18 to 26 of the articles of association.

*Fourteenth resolution*

The Sole Shareholder decides to give discharge to the resigning supervisory board member, FLYING HOLDING N.V., for the performance of its mandate.

*Fifteenth resolution*

The Sole Shareholder decides to give discharge to the resigning supervisory board member, Mr. Rudy VAN EYSEN-DEYK, for the performance of his mandate.

*Sixteenth resolution*

The Sole Shareholder decides to give discharge to the resigning supervisory board member, Mr. Gérard MATHEIS, for the performance of his mandate.

*Seventeenth resolution*

The Sole Shareholder decides to give discharge to the resigning supervisory board member, Mr. Bernard VAN MIL-DERS, for the performance of his mandate.

*Eighteenth resolution*

The Sole Shareholder decides to give discharge to the resigning management board member, VAN LOKEREN N.V., for the performance of its mandate.

*Nineteenth resolution*

The Sole Shareholder decides to appoint FLYING HOLDING N.V., a public limited company governed by the laws of Belgium and registered at the "Banque-Carrefour des Entreprises" under the number 875.470.035 and having its registered office at Dennenlaan 27, B-2610 Wilrijk, Belgium, represented by its permanent representative Mr. Bernard VAN MIL-DERS, born in Turnhout, Belgium, on the 19th of February 1959, resident in Dennenlaan 27, 2610 Antwerpen, Belgium, as member of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

*Twentieth resolution*

The Sole Shareholder decides to appoint Mr. Rudy VAN EYSENDEYK, born in Rijkevorsel (Belgium) on January 12<sup>th</sup>, 1947, residing professionally at 2, Route de Treves, Findel Airport, L-1110 Luxembourg, as member of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

*Twenty-first resolution*

The Sole Shareholder decides to appoint Mr. Gérard MATHEIS, born in Luxembourg on December 4<sup>th</sup>, 1962, residing professionally at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, as member of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

*Twenty-second resolution*

The Sole Shareholder decides to appoint Mr. Bernard VAN MILDERS, born in Turnhout, Belgium, on the 19<sup>th</sup> of February 1959, resident in Dennenlaan 27, 2610 Antwerpen, Belgium, as member of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

*Twenty-third resolution*

The Sole Shareholder decides to appoint VAN LOKEREN N.V., a public limited company governed by the laws of Belgium and registered at the "Banque-Carrefour des Entreprises" under the number 0464.164.695 and having its registered office at Wissenstraat 9, B-9200 Dendermonde, Belgium, represented by its permanent representative Mr Johan VAN LOKEREN, born on February 19, 1962, in Sint-Niklaas (Belgium), residing at B-9111 Belsele (Belgium), Kruisstraat 170 as member of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

*Twenty-fourth resolution*

The daily management of the business of the company and its representation are delegated to Mr. Bernard VAN MILDERS and VAN LOKEREN N.V., pre-named.

*Expenses*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about EUR 900.-

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

**Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le trois décembre.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**A COMPARU:**

FLYING GROUP N.V., une société de droit belge et immatriculée à la "Banque-Carrefour des Entreprises" sous le numéro 875.470.035, ayant son siège social au Dennenlaan 27, B-2610 Wilrijk, Belgique,

ici représentée par Monsieur Gérard MATHEIS, directeur de sociétés, demeurant professionnellement au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé lui ayant été délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant a, par son mandataire, requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société anonyme "FLYING GROUP LUX S.A.", établie et ayant son siège social au 2, Route de Trèves, Findel Airport, L-1110 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 141.715 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2454 du 8 octobre 2008;

- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est le seul associé actuel de la Société ("Associé Unique") et qu'il a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 6.** La société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsque la société est constituée par un associé unique, ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limité à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.»

#### *Deuxième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 7 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 7.** Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé. Le premier président sera nommé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la société.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.»

#### *Troisième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 8 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.»

#### *Quatrième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 9 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 9.** La société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou dans le cas où il y aurait un seul administrateur par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.»

#### *Cinquième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 10 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 10.** Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Le(s) premier(s) administrateur(s)-délégué(s), pourra (pourront) être nommé(s) par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra après la constitution de la société.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.»

#### *Sixième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 11 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.»

#### *Septième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 12 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.»

#### *Huitième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 13 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 13.** L'assemblée générale des actionnaires de la société représente tous les actionnaires de la société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en œuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième jeudi de juin à 9.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Lorsque la société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.»

#### *Neuvième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 14 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 14.** L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un décembre (31) de chaque année.»

#### *Dixième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 15 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.»

#### *Onzième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 16 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 16.** La société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.»

*Douzième résolution*

L'Associé unique décide de modifier l'article 17 des statuts, qui aura désormais la formulation suivante:

« **Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.»

*Treizième résolution*

L'Associé unique décide de supprimer les articles 18 à 26 des statuts.

*Quatorzième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière au membre du conseil de surveillance, FLYING HOLDING N.V., pour l'exécution de son mandat.

*Quinzième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière au membre du conseil de surveillance, Mr. Rudy VAN EYSENDEYK, pour l'exécution de son mandat.

*Seizième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière au membre du conseil de surveillance, Mr. Gérard MATHEIS, pour l'exécution de son mandat.

*Dix-septième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière au membre du conseil de surveillance, Mr. Bernard VAN MILDERS, pour l'exécution de son mandat.

*Dix-huitième résolution*

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière au membre du directoire, VAN LOKEREN N.V., pour l'exécution de son mandat.

*Dix-neuvième résolution*

FLYING HOLDING N.V., une société de droit belge et immatriculée à la "Banque-Carrefour des Entreprises" sous le numéro 875.470.035, ayant son siège social au Dennenlaan 27, B-2610 Wilrijk, Belgique, représentée par son représentant permanent Monsieur Bernard VAN MILDERS, né à Turnhout, Belgique, le 19 février 1959, demeurant à Dennenlaan 27, 2610 Antwerpen, Belgique, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

*Vingtième résolution*

Monsieur Rudy VAN EYSENDEYK, né à Rijkevorsel (Belgique), le 12 janvier 1947, demeurant professionnellement au 2, Route de Trêves, Findel Airport, L-1110 Luxembourg, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

*Vingt et unième résolution*

Monsieur Gérard MATHEIS, né à Luxembourg, le 4 décembre 1962, demeurant professionnellement au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

*Vingt-deuxième résolution*

Monsieur Bernard VAN MILDERS, né à Turnhout, Belgique, le 19 février 1959, demeurant à Dennenlaan 27, 2610 Antwerpen, Belgique, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

*Vingt-troisième résolution*

VAN LOKEREN N.V., une société de droit belge et immatriculée à la "Banque-Carrefour des Entreprises" sous le numéro 0464.164.695, ayant son siège social au Wissenstraat, B-9200 Dendermonde, Belgique, représentée par son représentant permanent Monsieur Johan VAN LOKEREN, né le 19 février 1962, à Sint-Niklaas (Belgique), demeurant à B-9111 Belsele (Belgique), Kruisstraat 170, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

*Vingt-quatrième résolution*

La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion sont conférées à Monsieur Bernard VAN MILDERS et la société VAN LOKEREN N.V., pré-nommés.

9885

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de 900,- EUR.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Gérard MATHEIS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 05 décembre 2013. Relation GRE/2013/4943. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176712/369.

(130216145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**TE Connectivity (Netherlands) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.600.025.000,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 167.712.

Avec effet au 9 décembre 2013, Bryan Tidd et Christoph Zeyen ne sont plus gérants de la Société.

Avec effet au 10 décembre 2013, ont été nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Anne-Marie Nicolas ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;
- Fabienne Roger-Eck ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg; et
- Magnus Svensson ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Harold G. Barksdale,
- Anne-Marie Nicolas
- Juerg Frischknecht,
- Jürg Giraudi,
- Michael Soland,
- Thomas Ernst,
- Fabienne Roger-Eck, et
- Magnus Svensson.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

TE Connectivity (Netherlands) S.à r.l.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2013180478/29.

(130219454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Midev S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 1B, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 57.298.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MIDEV S.A.

Référence de publication: 2013181738/10.

(130221873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

---

**Elfin Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.732.287,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.073.

Lors de l'assemblée générale tenue en date du 24 décembre 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission d' Igor Kuimov, avec adresse au 7, Rechnaya St., Village Ateptsevo, Russie, de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet au 24 décembre 2013.

2. Nomination de Luca Moretti, avec adresse professionnelle au Village Atepezevo, 143322 Moscou, Russie, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet au 24 décembre 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182392/15.

(130222452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Elimat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 6.900.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 171.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013182393/9.

(130222370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Dutalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 128.521.

EXTRAIT

il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Larochette le 18 décembre 2013 de décisions suivantes:

- révocations avec effet immédiat des administrateurs suivants: Mr SEEN Albert et celle de Mme GOKKE Raymonde;
- acceptation de la démission de la société ANDREAS Capital SUXESKEY S.A. (anc. "Suxeskey") en tant qu'administrateur;
- révocation de la société AUTONOME DE REVISION en tant que commissaire;
- révocation avec effet immédiat du mandat de Mr SEEN Albert en tant qu'administrateur-délégué à la gestion journalière de la Société.

En lieu et à la place, l'assemblée générale nomme les mandats des personnes suivantes jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2018:

En tant qu'Administrateurs:

- ANDREAS Management SERVICES Sarl, société de droit luxembourgeoise, ayant son siège social à 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette avec effet à partir du 18/12/2013;

- Monsieur SCHREUDERS Bastiaan Lodewijk Melchior, ayant son siège professionnel à 1012, rue de Medernach, L-7619 Larochette avec effet à partir du 18/12/2013;

- Monsieur DEN DUNNEN Adriaan Willem Johannes ayant son siège professionnel à Hooze en Lage Zwaluwe. Pays-Bas dont le mandat a été renouvelé avec effet à partir du 01/06/2012

En tant qu'Administrateurs-délégué:

- Monsieur SCHREUDERS Bastiaan Lodewijk Melchior, ayant son siège professionnel à 1012, rue de Medernach, L-7619 Larochette avec effet à partir du 18/12/2013;

En tant que Commissaire aux comptes:

- ANDREAS AUDIT SERVICES, société de droit luxembourgeoise ayant son siège social à 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette avec effet à partir du 18/12/2013.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'Assemblée désigne Monsieur SCHREUDERS Bastiaan Lodewijk Melchior, 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, comme représentant permanent de la société ANDREAS Management SERVICES Sàrl, inscrite au RCSL sous le numéro B-179712.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Référence de publication: 2013182387/36.

(130223320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**ElleAsc LH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8611 Platen, 132, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 157.428.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013182395/9.

(130222797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Embrun S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 18.923.

L'an deux mille treize, le six décembre.

Par-devant Nous Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme EMBRUN S.A., société de gestion de patrimoine familial, avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 18.923 (NIN 2009 2231 861),

constituée suivant acte reçu par le notaire Hyacinthe GLAESNER, alors de résidence à Luxembourg, en date du 10 décembre 1981, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 51 du 15 mars 1982.

Le capital social a été converti en Euros en vertu d'une décision prise par l'assemblée générale ordinaire en date du 29 mai 2001, publiée par extrait au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1219 du 22 décembre 2001.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 706 du 2 avril 2010.

Le capital social est fixé à quatre cent trente mille Euros (EUR 430.000.-), représenté par dix-sept mille (17.000) actions sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée est présidée par Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Djilali KEHAL, employé privé, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Valérie ALBANTI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Décision de mettre la société EMBRUN S.A., société de gestion de patrimoine familial, en liquidation.

2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

B) Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence; ladite liste de présence, est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés et par les membres du bureau.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

D) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de dissoudre la société EMBRUN S.A., société de gestion de patrimoine familial et de la mettre en liquidation.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée Luxglobal Services S.à r.l., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160.089, comme liquidateur de la société.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. SONNENSCHNEIN, D. KEHAL, V. ALBANTI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 9 décembre 2013. Relation: ECH/2013/2313. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Echternach, le 12 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174009/59.

(130212436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

---

**Tung Luxembourg S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.960.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 19 décembre 2013*

- La démission de Monsieur Pierre MESTDAGH de son mandat d'Administrateur est actée avec effet immédiat
- Monsieur Etienne JOANNES, employé privé, né le 05 mars 1976, à Saint-Mard, Belgique, et résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en son remplacement en tant que nouvel Administrateur. Monsieur Etienne JOANNES terminera le mandat de Monsieur Pierre MESTDAGH. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.
- Monsieur Etienne JOANNES, employé privé, né le 05 mars 1976, à Saint-Mard, Belgique, et résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Fait à Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Certifié sincère et conforme

TUNG LUXEMBOURG S.A., SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013182988/21.

(130222447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Atelier Nord, Société Anonyme.**

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 20, route de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 109.330.

Le Bilan au 30 septembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013181255/9.

(130221401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

---